

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

UNE SEULE REPONSE A LA GUERRE ET A LA MISERE CAPITALISTE : LA LUTTE DE CLASSE

■ L'extrême gravité de la situation au Moyen-Orient constitue aujourd'hui un concentré de la barbarie meurtrière que porte en lui le capitalisme. Elle nous montre quel avenir nous réserve ce système dont le seul mode de vie réside dans le développement croissant du militarisme et de la guerre. A l'heure où les principales puissances mondiales se préparent, sous le houlette des USA, à déclencher dans le Golfe la plus monstrueuse opération militaire jamais mise en place depuis la fin de la seconde guerre mondiale, toutes les forces de la bourgeoisie s'évertuent, à travers un judicieux partage des tâches entre elles, à nous faire accepter la logique meurtrière de ce monde en pleine décomposition. Ainsi, du côté des cliques dirigeantes et autres jusqu'au-boutistes de droite comme de gauche, on nous parle de la nécessité d'un "règlement global" de tous les conflits au Moyen-Orient, on nous présente l'intervention musclée des USA et de leurs acolytes comme un "moindre mal", comme la seule solution possible au chaos croissant, comme l'unique réponse capable de garantir la stabilité et la paix dans le monde. Et pour mieux justifier leurs menées impérialistes, les grandes puissances ne ratent aucune occasion de mettre en exergue le machiavélisme et l'esprit basement calculateur d'un Saddam Hussein, cherchant à semer la zizanie dans le camp adverse comme on l'a vu encore avec la décision irakienne de libérer les otages français.

Pendant les premières semaines de la crise du Golfe, l'hystérie médiatique qui se déchaînait dans les principaux

pays occidentaux cherchait à nous faire adhérer à cette croisade du monde civilisé contre le "boucher de Bagdad". Aujourd'hui, alors que dans tous les pays l'accélération de la crise économique contraint la bourgeoisie à imposer partout et immédiatement des plans d'austérité draconiens à la classe ouvrière (cf. p.4), toute cette campagne belliciste commence à s'émousser. Face à la brutalité des attaques frontales, massives, contre toutes les conditions de vie du prolétariat, il est maintenant bien plus difficile pour la bourgeoisie d'amener les masses ouvrières à resserrer les rangs derrière l'union sacrée de tous les massacreurs, à faire cause commune avec leurs propres exploités.

LES CAMPAGNES PACIFISTES : UN PIEGE TENDU AU PROLETARIAT

C'est bien pour cela que depuis le début du mois d'octobre, en France comme aux USA comme dans tous les pays, on a vu toutes les fractions de gauche et d'extrême-gauche du capital, prendre le relais de ces campagnes en déversant le mensonge de l'idéologie pacifiste qui ne vise qu'à mystifier la classe ouvrière afin de l'enchaîner à la logique capitaliste (cf. article ci-dessous). Partout, on a vu se déployer des mobilisations "contre la guerre", des manifestations "pacifistes" orchestrées par toutes les forces d'encadrement bourgeoises regroupées en fronts uniques so-disant "anti-impérialistes". Du PCF aux anarchistes en

passant par les trotskistes, tous nous ont appelés à descendre dans la rue "pour le retrait des troupes occidentales" ou "pour l'ouverture d'une logique de paix", ou encore pour "la recherche d'une solution négociée" dans la crise du Golfe.

Le roucoulement unanime de toutes ces colombes n'est en réalité qu'un piège pernicieux tendu à la classe ouvrière. D'abord parce que tous ces gens-là, qui prétendent défendre ses intérêts avec leur phraséologie radicale, ont toujours été, dans toutes les guerres, les pires sergents recruteurs ne visant rien d'autre qu'à enchaîner les ouvriers derrière une fraction bourgeoise contre une autre (comme en témoigne encore aujourd'hui l'ignoble hypocrisie des trotskystes dont la participation aux campagnes "pacifistes" ne sert qu'à masquer leur soutien à l'impérialisme irakien) (cf. RI n°194). Ensuite parce que l'idéologie "pacifiste" qu'on nous ressert aujourd'hui comme seule alternative à la guerre est un mensonge qui ne vise qu'à semer l'illusion suivant laquelle la paix serait possible dans le capitalisme. Enfin et surtout, toute cette agitation "contre la guerre" est un moyen pour les forces d'encadrement capitalistes de récupérer la préoccupation des ouvriers face à la barbarie guerrière afin de les dévoyer sur un terrain pourri, les détourner de la seule perspective capable de mettre réellement un terme à la guerre et aux massacres : la destruction de fond en comble du capitalisme par le prolétariat mondial. Ainsi, si toutes les forces de gauche et d'extrême gauche dans l'opposition nous

(suite p. 2)

LE PACIFISME PREPARE LA GUERRE

■ Que les préparatifs de guerre, la menace d'un conflit majeur et le risque d'un chaos total autant que sanglant dans le Moyen-Orient inspirent de l'inquiétude, il n'y a rien là que de très légitime. Comment cette situation ne saisisrait-elle pas de vertige les hommes, les femmes et les familles ? Ceux-ci savent en effet les colossaux moyens guerriers de destruction accumulés par les Etats, ils n'ignorent pas la poursuite de la course aux armements (chimiques, nucléaires ou autres) non plus que l'augmentation sans frein des budgets militaires dans tous les pays de ce monde présent d'où montent de partout les bruits de botte et où s'aiguisent les appétits impérialistes.

Mais la peur de la guerre n'empêchera pas la guerre. Elle constitue seulement l'ingrédient qu'exploite le pacifisme, et celui-ci représente directement une arme idéologique de la bourgeoisie, dont le maniement est en général réservé à la gauche. Le pacifisme contribue à préparer les conflits armés ; les exemples historiques abondent pour le montrer et démontrer qu'il est principalement tourné contre le prolétariat, la seule force de la société en mesure de contrer, à partir de son terrain spécifique de classe et de lutte, la logique guerrière du système bourgeois.

LE PACIFISME N'A JAMAIS EMPECHE LES GUERRES, IL LES A TOUJOURS PREPAREES

Les manifestations pacifistes n'ont toujours servi qu'à démobiler des énergies dans des processions décourageantes, sinistres et surtout vaines.

Des défilés pour la paix autrement plus importants que ceux d'aujourd'hui et dans lesquels participait massivement la classe ouvrière, avant la première guerre mondiale, non

seulement n'ont pas empêché cette boucherie mais ont constitué une préparation de celle-ci. En posant le problème en terme de "pacifisme", avant la guerre, la social-démocratie pourra justifier en 1914 sa participation au conflit parce qu'"imposé par les autres", les "fauteurs de guerre", contre lesquels on ne peut plus rien lors du déclenchement de la tuerie. Et il ne reste qu'à s'embrigader à son tour pour le carnage capitaliste.

De même, la préparation de l'empoignade militaire avant la seconde conflagration mondiale, qui s'est faite sous la bannière de l'"anti-fascisme", avait pour toile de fond les thèmes du désarmement et la multiplication de manifestations pacifistes. C'est parce qu'on avait imprégné la société de l'idée que le capitalisme pouvait exister sans guerre qu'on a pu assimiler le fascisme à celle-ci et à tous les maux ; la démocratie, elle, était une forme de capitalisme qui amenait bonheur, prospérité et paix... mais que la dictature voulait détruire.

Les mesures réclamées par le pacifisme -- désengagement militaire, règlement des conflits par la négociation diplomatique, désarmement, réduction des dépenses militaires et transfert de celles-ci dans le domaine "social" -- ne sont que des vœux pieux. Les opérations guerrières, les préparatifs de guerre, la guerre, sont au centre de la vie du capitalisme décadent. Plus qu'un vœu pieux, ce que véhicule le pacifisme -- un capitalisme sans armes, un capitalisme sans guerre -- est un mensonge éhonté, une mystification de la classe dominante, car toute l'histoire du XXe siècle montre que la paix n'est pas possible dans le système capitaliste. Au demeurant, les causes du danger de guerre, comme de la guerre elle-même, ne se trouvent pas dans l'armement ou le "surarmement" mais dans l'existence même du capitalisme.

LE PACIFISME CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

Dans les années 60, l'opposition à la guerre a pu être dévoyée sur le terrain de la "libération nationale des peuples opprimés". Aujourd'hui, où cette mystification a fait long feu, c'est sur la voie d'un "pacifisme de principe" où elle s'opposerait directement à toute expression de classe que tente de l'exploiter, de la drainer, la bourgeoisie.

Cela dévoile la nature véritable du pacifisme : ce n'est pas la "paix" en opposition aux puissances impérialistes qui est défendue mais bien uniquement la "paix" entre les classes, la paix sociale, la pacification nationale au profit du capitalisme impérialiste. L'opposition à la guerre qui peut se manifester au sein de la bourgeoisie se résume tout crûment à son opposition à la guerre civile, à la guerre de classe.

Sur ses manœuvres, l'histoire nous livre des expériences édifiantes. La même entreprise que nous voyons à l'œuvre aujourd'hui, les révolutionnaires la dénonçaient déjà il y a plus de cinquante ans avec la dernière énergie : "La bourgeois-

(suite p. 6)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE

- Le Nobel à Gorbatchev : une farce sordide..... p.2
- La "question palestinienne" p.3
- Massacre à Jérusalem p.3
- Marchandage impérialiste au Liban..... p.3
- Europe, USA : c'est la classe ouvrière qui fait les frais de la récession mondiale..... p.4

FRANCE

- Grève des dockers à Dunkerque..... p.5
- Agitation lycéenne..... p.5
- Renforcements policiers..... p.5

LE PACIFISME PREPARE LA GUERRE

- Les va-t-en-guerre anarchistes p.6
- "LO" sergent recruteur de l'impérialisme irakien p.6

SEUL LE PROLETARIAT PEUT S'OPPOSER A LA BARBARIE CAPITALISTE (page 8)

UNE SEULE REPONSE A LA GUERRE ET A LA MISERE : LA LUTTE DE CLASSE

(suite de la page 1)

appelle aujourd'hui à nous mobiliser derrière leurs bannières "pacifistes", c'est pour nous empêcher de prendre conscience des véritables causes de la guerre, pour nous empêcher de comprendre que c'est la même logique barbare du capitalisme qui engendre la misère et le chômage croissants dans les pays les plus industrialisés, les famines, le chaos, les bains de sang dans les pays sous-développés.

Cette logique, c'est celle d'une crise économique mondiale sans issue, qui, en s'aggravant inexorablement, ne peut qu'exacerber la concurrence entre les différentes bourgeoisies nationales sur un marché mondial de plus en plus restreint. C'est cette logique capitaliste qui contraint toujours plus la classe dominante de tous les pays, pour défendre la compétitivité de ses marchandises, à réduire les coûts de production, à travers une attaque toujours plus féroce de toutes les conditions de vie des ouvriers : baisses de salaires, augmentation des cadences de travail, licenciements massifs... Et comme cette crise de surproduction généralisée ne peut être surmontée, la guerre commerciale qu'elle entraîne entre les différentes nations ne peut que déboucher sur la guerre des armes, sur l'exacerbation des affrontements militaires de plus en plus sanglants. Aujourd'hui, alors que c'est tout le capitalisme qui s'enfonce dans le chaos, ces conflits guerriers ne peuvent que se déchaîner à une échelle jamais vue par le passé (cf. RI n°193 et 194).

Alors que le capitalisme montre de plus en plus ouvertement sa faillite, son incapacité à offrir un avenir à l'humanité, alors que se déchaînent simultanément des attaques anti-ouvrières sans précédent et la barbarie guerrière, comme conséquence d'une seule et même logique, celle de la crise insoluble, mortelle du capitalisme, c'est justement cette réalité, ce lien entre la crise économique et la guerre, que les campagnes "pacifistes" visent aujourd'hui à masquer aux yeux des ouvriers.

SEUL LE PROLETARIAT PEUT APPORTER UNE REPONSE A LA BARBARIE GUERRIERE

Si aujourd'hui les fractions de gauche et d'extrême gauche de l'appareil politique du capital utilisent à fond une telle mystification, si dans leurs grandes manifestations "pacifistes" elles appellent les prolétaires à se diluer dans la "population" en général, c'est précisément pour empêcher la classe ouvrière de développer sa propre réponse à la barbarie capitaliste, la seule qui soit en mesure de s'opposer réellement à la logique infernale de ce système de misère et de mort : la lutte autonome de classe du prolétariat mondial.

Cette lutte doit s'attaquer aux racines de toute cette barbarie, c'est-à-dire au capitalisme dans son ensemble. Elle passe par les combats de résistance du prolétariat, comme

classe exploitée, aux attaques économiques de la bourgeoisie. Mais les prolétaires ne doivent pas concevoir ces combats comme une simple lutte de défense de leurs intérêts immédiats. Ils doivent aussi et surtout les comprendre comme une étape vers le renversement du capitalisme. Un moment où la classe ouvrière forge ses armes, sa solidarité, son unité et sa conscience, en vue de cet affrontement décisif contre un système qui ne peut apporter que toujours plus de misère, de massacres et, au bout du compte, la destruction de l'humanité.

Dès à présent, les luttes que mènent depuis 20 ans le prolétariat dans les pays centraux du capitalisme, les pays avancés d'Occident, constituent un frein à la barbarie guerrière en empêchant la bourgeoisie de ces pays de mobiliser massivement les ouvriers dans la guerre. En ce sens, la seule et véritable solidarité que puissent exprimer les prolétaires des pays centraux envers leurs frères de classe des pays du tiers-monde consiste dans le développement de leurs combats contre le capitalisme. Seul le développement des luttes ouvrières dans les principales puissances occidentales est en mesure d'empêcher la bourgeoisie de nous envoyer répandre le sang et l'horreur, massacrer nos frères de classes embrigadés sous les drapeaux de "leur" propre bourgeoisie nationale dans les autres pays. Plus les combats du prolétariat des grandes concentrations industrielles d'Occident seront puissants et moins la bourgeoisie aura les mains libres pour s'impliquer massivement dans de nouvelles croisades impérialistes toujours plus meurtrières.

Pour continuer à être frein à la guerre et se préparer à renverser le capitalisme, la classe ouvrière doit se détourner de toutes les sirènes de la bourgeoisie, qu'elles soient bellicistes ou pacifistes, qui tentent de l'entraîner hors de son terrain de classe, à miner sa prise de conscience des véritables enjeux de son combat afin de l'enchaîner à la logique du système. Elle ne doit pas se laisser intimider, démoraliser, paralyser par les bruits de bottes, par le spectacle terrifiant de la barbarie qui se déchaîne aujourd'hui dans le Golfe persique. Elle doit comprendre qu'elle seule détient la clef de toute la situation historique, qu'elle seule est une force porteuse d'avenir pour l'humanité, l'unique espoir de survie pour toute la société dans ce monde en pleine décomposition (cf p.8). Ce n'est qu'en prenant conscience de la gravité de la situation présente et de l'immense responsabilité qui repose sur ses épaules que la classe ouvrière doit développer la confiance en ses propres forces. Plus que jamais, la barbarie guerrière du capitalisme doit renforcer la détermination du prolétariat à mener jusqu'au bout sa lutte à mort contre ce système avant qu'il ne détruise toute la planète.

Avril (27/10/90)

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME : UNE SEULE REPONSE A LA GUERRE ET A LA MISERE CAPITALISTE : LA LUTTE DE CLASSE

BORDEAUX :

Réunion publique le samedi 17 novembre à 17h, au café des Arts, 138, cours Victor Hugo. Au comptoir demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le jeudi 15 novembre à 20h30, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.
Vente de la presse le 2e jeudi de chaque mois devant le Centre Jaude.

LILLE :

Réunion publique le samedi 17 novembre à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois à 11h, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Permanence le mercredi 21 novembre de 18h à 19h au bar de l'Industrie, à l'angle du cours Gambetta et de l'avenue de Saxe (métro : Saxe-Gambetta).
Vente de la presse au métro Bellecour (entrée côté place) chaque 2ème mercredi du mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 24 novembre à 17h. Rendez-vous devant le kiosque à journaux, entrée de la gare d'autocars, en haut de la rue Honorat, 13003.
Permanence le mercredi 14 novembre de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse le samedi 17 novembre, de 10h30 à 11h30 au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5ème).

NANTES :

Réunion publique le samedi 24 novembre à 17 H à "La

Fraternité Protestante" 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence le vendredi 9 novembre à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le samedi 24 novembre de 10h30 à 11h30.

NICE

Permanence le 10 novembre à la librairie "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine, de 15h30 à 16h30.

PARIS :

Réunion publique le samedi 17 novembre à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence tous les samedis de 18h à 20h, même adresse que ci-dessus.

ROUEN :

Réunion publique le samedi 17 novembre à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 23 novembre à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les vendredis 9 et 16 novembre et le 7 décembre à 18h30, même adresse que ci-dessus.
Vente de la presse le dimanche 11 novembre de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :

Permanence le samedi 17 novembre à 17h au café "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

SOUSCRIPTIONS

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

Nantes (Réunion publique du 1/9) : A : 15 F, AI : 100 F, GM : 50 F, EV : 20 F, DD : 10 F, AD : 10 F.
RP du 22/9 : AI : 200 F, DD : 10 F, LD : 50 F, FL : 20 F, DC : 200 F, Kostas : 100 F.
Bordeaux (RP du 22/9) : JC : 10 F, EV : 20 F, RR : 20 F.
Marseille (RP du 13/10) : Jos : 30 F, El : 30 F, AI : 20 F.
Rouen (permanence du 13/10) : DD : 250 F.
Tours (permanence du 7/9) : Eve : 10 F, Bacalao : 15 F.
RP du 29/9 : Stanley : 50 F, Eve : 60 F, Bacalao : 50 F, DD : 25 F, NR : 25 F, Sab : 85 F.
CL (La Réunion) : 300 F, G (Angers) : 160 F, S (Pau) : 100 F, MC (Paris) 300 F.
Total du mois : 2345 F.

Le Nobel de la paix à Gorbatchev

UNE FARCE SORDIDE

■ Ils ont osé ! La fine fleur de la bourgeoisie internationale a osé décerner le prix Nobel de la paix à Mikhaïl Gorbatchev ! Quelle farce énorme !

Le pire ridicule a pourtant été évité de justesse : le jury d'Oslo avait même envisagé, d'après la presse ("Libération" du 16.10) un "ticket" Gorbatchev-Bush, "justifié" par le sommet de Malte par exemple mettant officiellement un terme à l'affrontement Est-Ouest, mais avec la tonitruante démonstration militaire des USA dans le Golfe, la candidature de Bush devenait par trop grotesque !

Pourquoi la bourgeoisie a-t-elle néanmoins fait le choix étrange d'accoler une illusion de "paix" à un homme dont le nom restera à jamais associé dans l'Histoire, à l'effondrement lamentable d'un bloc impérialiste tout entier ?

La première raison c'est que, comme elle a prétendu que l'implosion brutale du bloc de l'Est signifiait "la victoire de la démocratie" et du capitalisme sur "le marxisme" et "le communisme" identifiés aux régimes stalinien, la bourgeoisie qui n'en est pas à une fable idéologique près, est toute disposée à faire passer Gorbatchev pour un "héros de la démocratie" (d'où la fameuse "gorbimania" dont parlent les médias, sévisant dans les rangs de la bourgeoisie... occidentale). A partir du moment où le caractère déterminant de l'antagonisme interimpérialiste Est-Ouest a disparu avec la dissolution des blocs. Elle transforme donc Gorbatchev en valeureux allié de toujours - une sorte de véritable cheval de Troie au service de la grande cause démocratique - qui a puissamment contribué à la liquidation du stalinisme.

Du coup, sa défaite cinglante n'en est plus une. Peu importe, l'essentiel de la propagande est sauvé : vive la démocratie et sa marche triomphale !

L'autre fonction de ce couronnement, c'est de chercher à apporter un soutien de l'ensemble de la bourgeoisie mondiale, en particulier de la part des plus puissants, à Gorbatchev face au déchaînement des phénomènes de décomposition qui continuent à l'assaillir, alors que la désagrégation accélérée de l'URSS se poursuit.

C'est bien entendu d'un soutien hautement intéressé qu'il s'agit : c'est parce que l'URSS reste un des principaux foyers de déliquescence dont les effets risquent de se répercuter à nouveau par une accentuation formidable du chaos jusqu'au coeur du capitalisme que la bourgeoisie se préoccupe maintenant de la stabilisation de ce pays en poussant autant qu'elle le peut à la stabilité politique de Gorbatchev.

Il est également édifiant que la bourgeoisie agite ainsi l'alibi de la paix alors que d'évidence les desseins qu'elle poursuit n'ont absolument rien à voir avec la paix. De fait, le Nobel de la paix n'a cessé de représenter une apologie de la guerre. Il suffit de se référer à la brochette des "grands amis de la paix" qu'il a toujours su distinguer pour s'en convaincre :

- le général Marshall en 1953, chef d'état-major de l'armée américaine pendant la seconde guerre mondiale, ministre de la défense pendant la meurtrière guerre de Corée et promoteur du plan qui porte son nom, destiné à renforcer le bloc occidental face au bloc russe dans la préparation de la fameuse "guerre froide" ;

- Henry Kissinger en 1973, grand stratège de la politique extérieure des Etats-Unis et responsable de missions aussi "humanitaires" et "pacifistes" que le bombardement d'Hanoï en 1972, pendant la guerre du Viet Nam ou la préparation du putsch de Pinochet au Chili en 1973 ;

- Anouar El Sadate et Menahem Begin en 1977, respectivement instigateur de la guerre du Kippour en 1973 pour l'un et ex-chef terroriste dans l'Irgoun israélien au seuil des années 50 et ensuite principal responsable de l'offensive contre le Liban en 1982 pour l'autre...

Encore ceux-ci pouvaient-ils encore se prévaloir d'un semblant de traité de paix ou du moins, d'un relâchement momentané des tensions guerrières pour "justifier" leur récompense. Rien de tel aujourd'hui où on assiste au contraire à un enfoncement vertigineux et inexorable du capitalisme dans le gouffre du militarisme et de la guerre.

Et quand le comité d'Oslo déclare que "Gorbatchev a joué un rôle décisif dans un processus de paix qui ouvre de nouvelles possibilités pour la communauté mondiale de résoudre les problèmes urgents", il faut y voir de la part de ces porte-parole de la bourgeoisie américaine, un simple hommage au soutien de Gorbatchev, ravalé au rang d'une puissance impérialiste de troisième ordre, à la politique de la canonnière de Bush à l'heure où le "problème urgent" numéro un pour "la communauté mondiale" de la bourgeoisie s'appelle l'Irak.

YD

APPEL AUX LECTEURS :

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

* * *

LA "QUESTION PALESTINIENNE"

UNE JUSTIFICATION POUR LE RECRUTEMENT DANS LA GUERRE IMPERIALISTE

Parmi les nombreux mensonges dont on nous abreuve sur la situation au Moyen-Orient aujourd'hui, subsiste toujours la dite "question palestinienne". Le "droit du peuple palestinien" à avoir son territoire et son Etat, continue d'être utilisé comme moyen d'encadrement, comme justification d'un embrigadement du prolétariat et de la population en général dans des affrontements guerriers, pour des intérêts et des objectifs qui ne sont pas les siens.

LA "CAUSE PALESTINIENNE" : UNE IDEOLOGIE NATIONALISTE

La "cause palestinienne" a déjà servi, pendant des années, depuis la 2ème guerre mondiale, à justifier des conditions de vie épouvantables pour des centaines de milliers de réfugiés, les "réfugiés palestiniens", parqués dans des camps sous l'égide de l'ONU, après qu'ils aient été expropriés des territoires constitués par l'Etat d'Israël en 1948. C'est une politique délibérée de maintien de ces populations dans une misère sordide, d'utilisation des "camps de réfugiés" comme réservoir de main d'oeuvre à bon marché et de soldats et commandos, qu'on mène les Etats arabes où ces camps ont été installés, avec, pour les encadrer, l'OLP, les autres "fronts de libération", et de multiples groupes para-militaires terroristes. La population y a toujours été réduite à la faim, au chômage, exposée à l'affrontement militaire arabo-israélien, et soumise à la plus brutale répression de la part des "protecteurs" et "frères arabes", selon les besoins de leur politique, comme en Jordanie en 1970 ("septembre noir", des dizaines de milliers de "palestiniens" massacrés), au Liban en 1975 (plus de 20 000 victimes au camp de Tall El Zatar) et en 1982, et à maintes reprises depuis.

L'OLP, l'organisation la plus importante de la bourgeoisie palestinienne, avec ses acolytes, autrefois à la solde de l'impérialisme russe aujourd'hui effondré, soutient actuellement l'Irak. Elle poursuit sa tâche de basse police et de sergent-recruteur, en s'efforçant de maintenir un contrôle politico-militaire sur la population de Cisjordanie, de Jordanie et de Gaza, en tentant de canaliser l'intifada, le mécontentement social, la peur et la révolte, dans ses visées nationalistes.

Et les gauchistes de tous bords, trotskistes en particulier, retrouvant les anciens accents guerriers de l'époque de la "libération nationale" dans les années 1960 et 1970, soutiennent aujourd'hui, avec la nouvelle vigueur guerrière que leur insuffle le conflit Irak-USA, la "lutte palestinienne" contre le "sionisme" et l'impérialisme, américain bien sûr, comme au bon vieux temps. C'est une vieille rengaine qui nous a été

servie pendant des années, et qui est reprise avec les événements du Golfe. Auparavant, la "cause palestinienne" servait de paravent au soutien de ces fractions "radicales" et gauchistes de la bourgeoisie à l'impérialisme russe. Aujourd'hui que le bloc russe s'est écroulé, la "cause palestinienne" continue à servir à lancer des appels à "lutter", dans le cadre national, poussant des prolétaires à servir de chair à canon pour une fraction de la bourgeoisie.

TOUT NATIONALISME EST CAPITALISTE

Il n'y a pas de solution nationale à la misère et à la guerre. Ce n'est certainement pas dans la revendication bourgeoise d'un Etat, d'un "territoire" pour les "palestiniens" qu'existe une solution au Moyen-Orient. *"Dans la période actuelle, comme cela s'est vérifié depuis soixante ans, il n'y a pas de place pour un quelconque 'droit à l'auto-détermination' sur un territoire national, qui permettrait un pas en avant contre la misère, l'oppression et l'exploitation. Revendiquer 'l'auto-détermination du peuple', c'est revendiquer le choix de son exploitateur : dans quel Etat se faire exploiter, par qui, allié avec qui."* (RI n°100, août 82). L'Etat palestinien, s'il voit le jour, mènera la même politique d'austérité et de répression que mène dans la période actuelle toute bourgeoisie nationale, quelle qu'elle soit, et en particulier celle des autres régimes "arabes", "progressistes" ou pas. Toutes les exactions anti-ouvrières de la bourgeoisie des nations "libérées" sont là pour en témoigner :

-en 1975 les forces de l'ordre égyptiennes répriment dans un bain de sang les révoltes contre les hausses des prix. En 1978, encore en Egypte, c'est la répression d'ouvriers en grève contre les brutales mesures d'austérité provoquant des dizaines de morts et des centaines d'arrestations. Peu après, en Tunisie, la bourgeoisie massacre ouvriers et manifestants qui s'opposent à la hausse du prix du pain.

-en 1982, Hassan du Maroc envoie ses chars contre les luttes ouvrières : des centaines de travailleurs et chômeurs sont tués, des milliers sont emprisonnés et torturés dans les geôles royales. En Syrie, Assad, grand défenseur de la "nation arabe", bombarde massivement des quartiers populaires sous prétexte de sa lutte contre les "frères musulmans" : plusieurs milliers ou dizaines de milliers de morts selon les informations.

-en 1988, Chadli, champion de la "libération nationale", envoie l'armée contre les ouvriers en grève contre l'austérité et la pénurie alimentaire.

-en 1989, Hussein de Jordanie boucle toute une région dont la population refuse les hausses de prix des produits alimentaires. Bilan : des dizaines de morts. La liste n'est pas

exhaustive.

Un Etat palestinien, ce sera, au lieu de l'exploitation et la répression par la bourgeoisie de Jordanie, d'Israël, du Liban, du Koweït, de l'Irak ou d'ailleurs, l'exploitation et la répression par la fraction bourgeoise en place. Si des "territoires occupés" par Israël deviennent cet Etat, les prolétaires y seront affamés et exploités, enrôlés dans la guerre, et leurs luttes réprimées par les balles "palestiniennes", comme aujourd'hui sous les coups de la bourgeoisie israélienne.

FACE A TOUS LES NATIONALISMES : LUTTE DE CLASSE DU PROLETARIAT

Le cadre de la défense nationale, c'est celui de la bourgeoisie. Les prolétaires n'ont pas de patrie. Les intérêts du prolétariat et des couches non-exploiteuses de la société sont partout les mêmes. Quelle que soit la "nationalité", palestinienne, égyptienne, israélienne, irakienne, comme dans le monde entier, la seule voie est celle de la lutte de classe du prolétariat, comme classe internationale unie, pour la défense de ses conditions d'existence, seul chemin qui mène à la destruction de fond en comble du capitalisme et à l'abolition de toutes les frontières nationales.

Du point de vue de la classe ouvrière, la "cause palestinienne" n'est qu'une mystification, tout aussi étrangère à ses intérêts que l'est le "droit à l'existence d'Israël". Les révolutionnaires l'ont dénoncée depuis longtemps : *"Pour le vrai révolutionnaire, naturellement, il n'y a pas de 'question palestinienne', mais uniquement la lutte de tous les exploités du Proche-Orient, arabes ou juifs y compris, qui fait partie de la lutte plus générale de tous les exploités du monde entier pour la révolution communiste."* (Bilan, n° 32, 1936, Bulletin de la fraction italienne de la gauche communiste). Cela reste profondément vrai aujourd'hui. A l'heure où l'affrontement militaire en cours au Moyen-Orient va s'embraser avec une violence la plus meurtrière que cette région du monde ait jamais connue, tout nationalisme, quel qu'il soit, est un appel aux prolétaires à s'entre-massacrer pour la curée impérialiste du capitalisme en décomposition.

Face à la guerre qui va jeter les uns contre les autres sous un déluge de bombardements chimiques des centaines de milliers d'irakiens, de "palestiniens", d'"arabes", d'"israéliens", d'"américains", etc., seule la lutte de classe dans tous les pays pourra freiner la barbarie guerrière, car la guerre au Moyen-Orient est le produit du capitalisme mondial. La "question palestinienne" est, plus que jamais, l'expression des multiples rivalités nationales qui s'exacerbent dans cette région de nouveau aujourd'hui avec la dislocation des anciens blocs impérialistes, le coup de force de l'Irak et la riposte du gendarme américain et de ses alliés du moment.

Le prolétariat a toujours tout à perdre et rien à gagner à choisir un camp dans les conflits du Moyen-orient, comme dans toute guerre de la bourgeoisie, quelle que soit la justification dont elle s'affuble.

Aucune concession au nationalisme ! Défense intransigeante de la solidarité de classe et de l'internationalisme !

MG.

Massacres à Jérusalem DE L'ETAT HEBREU A L'OLP : TOUS DES ASSASSINS !

■ De quoi les vingt et un morts de la tuerie de l'esplanade des mosquées, le 8 octobre à Jérusalem, furent-elles les pitoyables victimes ? De la barbarie capitaliste, du chaos auquel ouvre la voie l'inextricable noeud de contradictions impérialistes qui enserrant tout le Moyen-Orient, des enjeux colossaux et planétaires qui prennent aujourd'hui siège dans cette région promise à la guerre totale.

Aussi bien, crachons un égal mépris sur toutes les commissions démocratiques qui entendent depuis trois semaines élucider les faits et décharger les responsabilités. Mission onusienne, commission d'enquête nommée par le gouvernement de Shamir, contre-enquêtes de la Betsalem (organisation israélienne pour les "droits de l'homme dans les territoires occupés") et du Conseil islamique de Jérusalem, livreront évidemment des conclusions opposées ou différentes mais n'existent que pour sauver la face des fractions bourgeoises ennemies et pareillement coupables du massacre.

Que les fameux tas de pierres dont on parle beaucoup aujourd'hui aient été ou non amassés avec préméditation afin de lapider les Juifs fanatiques du mouvement des Fidèles du mont du Temple, il importe moins de le savoir sur preuve que de mesurer la permanente manipulation à laquelle l'OLP et les animateurs de l'intifada se livrent sur les populations palestiniennes désespérées. Oui, c'est la frénésie nationaliste du parti d'Arafat qui a envoyé ceux-ci à l'abattoir devant les deux mosquées.

Il est fort possible que le commandement des gardes-frontières israéliens ait été quelque peu dépassé par les événements et incapable de tenir en bride la haine anti-arabe viscérale de ses soldats ; il est par ailleurs assez improbable que l'Etat juif ait ourdi là, sciemment, une provocation dont il ne saurait, dans le contexte guerrier qui encadre le Moyen-Orient, tirer un profit ni national ni international. Mais ces considérations sont secondaires tant est quotidienne et inscrite dans ses moeurs la "chasse aux bougnoules" que pratique cet Etat vis-à-vis des Palestiniens. Il avait donc à peine besoin d'invoquer la légitime défense pour excuser les policiers coupables de la sanglante "bavure" de l'esplanade.

Le chaos capitaliste, qui exacerbe tous les nationalismes, excite tous les fanatismes, religieux ou autres, n'a malheureusement pas fini, en Israël ou ailleurs, de multiplier les victimes absurdes.

SM

"La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur. Elle est le coeur d'un monde sans coeur, comme elle est l'esprit d'une époque sans esprit. Elle est l'opium du peuple."
(K.Marx, "Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel")

Marchandages impérialistes au Liban LA SYRIE PASSE A LA CAISSE, LA FRANCE PASSE A LA TRAPPE

■ Deux heures ! Deux heures auront suffi à l'armée syrienne pour forcer à la reddition le réduit chrétien du général Aoun, autour du palais de Baabda. Bilan, plus de 400 morts chez les soldats auxquels s'ajoutent une cinquantaine de civils dont la seule erreur, fatale, aura été de résider trop près des combats. Jusque-là, apparemment rien de bien nouveau, la réalité libanaise depuis quinze ans, c'est l'horreur au quotidien.

Toutefois, l'interprétation correcte de ces événements ne peut se faire que si on les rattache à ce qui se passe dans le Golfe. Ils sont d'autre part une excellente illustration des moeurs pourries de la bourgeoisie. En un mot, les mêmes pratiques de gangsters que celles employées par le cartel de Medellín mais, cette fois-ci, en Technicolor grand écran !

Concrètement, la défaite d'Aoun fait qu'aujourd'hui, la Syrie contrôle environ les 4/5 du territoire libanais. Or il est clair que cette intervention n'a pu s'effectuer sans que Hafez-el-Assad, le président syrien, n'ait l'aval des autorités américaines. Et pour cause, laisser la Syrie faire main basse sur la quasi-totalité du Liban, c'est le prix à payer pour sa participation à la croisade onusienne contre l'Irak. El-Assad présente la facture car ce dernier sait pertinemment que la bourgeoisie américaine ne saurait compter sans son aide pour lutter contre le "petit Hitler" du Moyen-Orient, Saddam Hussein. N'oublions pas que la Syrie constitue la troisième puissance militaire de la région après l'Irak et Israël. Ainsi, el-Assad, pour effectuer sa rapine sur le Liban, profite-t-il de la situation, et également du fait que la bourgeoisie US a déjà trop tardé dans l'écrasement de l'Irak. Les temps où la Syrie était montrée du doigt comme étant l'Etat terroriste par excellence apparaissent donc, aujourd'hui, révolus. Oubliée, la répression féroce perpétrée à Hama en Syrie où 20 000 personnes ont trouvé la mort ! Ah ça, oui ! elle en prend un coup dans la gueule, cette fameuse "légalité" bourgeoise, légalité dont on ne nous gave tant que pour mieux justifier l'intervention militaire contre l'"odieuse" annexion du Koweït par l'Irak. Le "boucher de Damas" est pourtant de la même engeance que son compère de Bagdad, la seule différence, c'est que le premier se fait payer avant sa participation à la guerre et avec l'assentiment du chef US, alors que le second, moins subtil, a cherché à se faire payer après la guerre Iran-Irak et sans l'accord du "parrain" américain. En conséquence, le feu vert donné par Bush, véritable Al Capone de toute cette bande de malfrats, explique le peu de cas qui est fait de cette affaire.

Néanmoins, dans ce modus vivendi quasi général, seule la France n'acquiesce pas totalement et ce parce que, derrière la capitulation d'Aoun, il s'agit en fait de l'éviction définitive des dernières influences françaises dans ce secteur géographique au profit du leadership américain. Déjà, ce second bateau de l'impérialisme qu'est la bourgeoisie française a beaucoup perdu avec la question irakienne mais le calice, elle le boira jusqu'à la lie : maintenant, hors du Liban !

Ainsi, en évinçant l'Etat français du Liban, les Etats-Unis avertissent-ils l'ensemble des autres bourgeoisies (allemande, japonaise, surtout) et le message est clair : "Regardez ce qu'on en fait, de vos petits intérêts particuliers. Alors, que

personne ne s'avise d'aller à l'encontre de nos décisions, sinon...". Le capitalisme pourrissant ne connaît qu'une seule loi : celle du plus fort !

Les actuelles gesticulations de la bourgeoisie française, son "indignation" devant le drame libanais, n'y feront rien, elle doit se plier au diktat américain qu'en aucune manière elle n'est en mesure de contester. De fait, il ne lui reste plus qu'à sauver la face, arguant que c'est désormais pour elle une "question d'honneur" que d'accorder l'asile politique à Aoun ainsi qu'à ses proches ; à ce truaud de Michel Aoun, dont le trésor de guerre était clairement alimenté par le trafic de drogue et par les subsides irakiens (l'Irak, fournissant des armes aux milices d'Aoun, saisissait par là-même l'occasion de s'opposer à son concurrent direct dans la région, la Syrie).

Ce qui se trame au Liban et plus généralement au Moyen-Orient est donc bel et bien une confirmation de l'enfoncement du capitalisme dans un chaos de plus en plus sanglant où ce qui domine aujourd'hui, c'est la logique du chacun pour soi, la guerre de tous contre tous. L'unité contre l'Irak cache mal les dissensions entre Etats, dissensions qui ne cessent de s'exacerber depuis la fin de la guerre froide. Comme le reconnaît clairement ce grand bourgeois spécialiste de la politique impérialiste du capital français, Cheysson : *"Ne nous faisons aucune illusion, en cessant d'imposer un carcan à la vie des peuples, la fin de la guerre froide marque le début de l'ère des turbulences, des nationalismes, des passions religieuses. Il y aura dans les dix ans qui viennent plus de guerres dans le monde qu'il y en a eu depuis la guerre mondiale."* ("Libération du 22/10).

Ainsi la nouvelle situation au Liban n'est certainement pas la condition d'une meilleure stabilité à terme. Les massacres ne pourront que se poursuivre. Déjà, les anciens partisans d'Aoun tel Dany Shamoune sont liquidés, et vas-y que je te flingue, mais, surtout, le contexte actuel porte en germe les affrontements de demain. Tout d'abord, le désarmement des milices n'est pas un fait advenu et puis, à une autre échelle, il y a cette avancée des troupes syriennes qui les rapproche un peu plus des Israéliens au Sud-Liban. Certes, les bourgeoisies israélienne et américaine ont laissé faire mais c'est parce que, pour le moment, ils doivent parer au plus pressé ; la priorité actuelle, brûlante, c'est l'Irak et on ne saurait compter pour cette entreprise d'écrasement sans la Syrie. Qu'en sera-t-il demain une fois que la question irakienne sera réglée ?

La "pax syriana" n'est donc en aucun cas synonyme d'apaisement des tensions guerrières, au contraire ! La perspective est à toujours plus de chaos, toujours plus de tueries car la décomposition du système capitaliste, dont la libanisation est une expression, ne pourra en aucune façon être stoppée par les marchandages sordides auxquels nous assistons. La seule manière d'en finir une fois pour toutes passe par le renversement de ce système qui ne sait qu'une chose : conjurer le verbe massacrer à tous les temps !

PH (26.10.90)

C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI FAIT LES FRAIS DE LA RECESSION MONDIALE

Les bruits de botte du Golfe qui dominent depuis trois mois la situation mondiale n'auront pas empêché que simultanément soit révélée au grand jour la faillite économique du capitalisme. Ce sont aujourd'hui les principales puissances capitalistes, les pays les plus développés de la planète, qui hier encore se targuaient d'avoir démontré leur supériorité sur les modèles capitalistes d'Etat des régimes stalinien d'Europe de l'Est en faillite ouverte, qui plongent à leur tour dans le marasme économique et avec une brutalité sans précédent. Partant des USA, la récession est en train de se répandre comme une traînée de poudre sur les pays centraux d'Europe occidentale. Et des deux côtés de l'Atlantique, la classe dominante s'est attelée sans attendre à faire payer au prix fort à la classe ouvrière les

conséquences de l'effondrement de son système. Partout, les gouvernements, qu'ils soient "socialistes" ou "libéraux", ont la classe ouvrière dans le collimateur. Simultanément ce sont des plans d'austérité draconiens qui s'abattent sur les ouvriers, à travers l'adoption de budgets de restriction et de "plans de rigueur" qui visent les salaires, les prestations sociales, les conditions de travail, tandis que les licenciements pleuvent partout à un rythme accéléré. Profitant des événements du Golfe, prétexte tout trouvé pour masquer les véritables causes du marasme économique, et de la désorientation qui en résulte parmi les ouvriers dont les yeux sont braqués sur la guerre qui se prépare au Moyen-Orient, la classe dominante assène ses coups, ouvertement et massivement.

ETATS-UNIS

■ Ce qui, il y a quelques mois, n'apparaissait encore que comme une menace brandie par les plus pessimistes des économistes bourgeois, est bel et bien là, imparable. Les USA entrent dans une récession sans commune mesure avec les précédentes.

Les péripéties de début octobre sur l'adoption du budget fédéral n'ont été qu'un révélateur de plus de l'impasse dans lequel se trouve le capital US. Des centaines de milliers de fonctionnaires menacés d'être mis à pied et en tout cas de perdre une partie de leur salaire, tant que la Maison Blanche et le Congrès ne s'étaient pas mis d'accord, voilà comment l'Etat le plus puissant du monde, tel un gouvernement du tiers-monde, révélait son incapacité à simplement fonctionner en se déclarant en cessation de paiement. Derrière cette impuissance de la classe dominante américaine, se disputant pour trouver les moyens de résoudre l'insoluble : combler le gouffre béant d'un déficit budgétaire qui atteint aujourd'hui 250 milliards de dollars et qui ne fait que se creuser inexorablement un peu plus chaque année (il devrait avoisiner les 300 milliards l'année prochaine), apparaissent les contradictions insolubles dans lesquelles se débat le capitalisme en faillite.

Ce n'est jamais que la troisième fois depuis 1986 que l'administration US annonce un plan destiné à résorber le déficit budgétaire en 5 ans. Non seulement tous ces plans n'ont rien résorbé du tout, mais le déficit a continué à se creuser de manière accélérée. Et ce n'est pas étonnant. C'est ce déficit budgétaire et avec lui la colossale dette extérieure des USA qui ont financé depuis 1983 le maintien hors de l'eau non seulement de la croissance américaine, mais de l'économie mondiale. Une économie mondiale, qui est depuis des années assise sur du vent, sur un énorme paquet de dettes qui ne seront jamais remboursées.

Aujourd'hui il faut payer la note de cette colossale fuite en avant. Et, d'ores et déjà, il est clair que ceux qui vont payer le prix fort de ce marasme, ce sont les ouvriers.

Avant même que la récession ne soit devenue officielle, la classe ouvrière aux USA a commencé à en sentir très violemment les effets. Le chômage (que l'administration Reagan se flattait d'avoir vaincu) a recommencé à monter en flèche ces derniers mois : il est passé depuis juin de 5,2% (chiffre officiel) à presque 6% en octobre. Les centaines de milliers de "petits boulots" créés au cours des années précédentes et qui avaient servi à faire baisser les chiffres du chômage sont aujourd'hui les premiers touchés par les licenciements. Au cours des douze derniers mois, le nombre des ayants droit aux allocations chômages et aux coupons d'alimentation versés par les municipalités a doublé. Des licenciements et réductions d'effectifs pleuvent un peu par

tout, et en particulier dans les secteurs de haute technologie, qui aujourd'hui licencient massivement : General Electric, McDonnell-Douglas, Pratt & Whitney, Lockheed, NAS... A la suite de la faillite des caisses d'Epargne au printemps dernier, ce sont maintenant 35 grandes banques qui sont menacées de faillite à court terme. Et aujourd'hui, on estime que l'entrée dans la récession va rendre insolvable un quart des entreprises américaines incapables de faire face à l'échéance de leurs dettes. Ce qui s'annonce, c'est un développement sans précédent du chômage, des licenciements massifs dans tous les secteurs, la fermeture de secteurs entiers de l'industrie, qui vont jeter sur le pavé des millions d'ouvriers.

Sans attendre le "choc pétrolier", la hausse des prix a repris. Et face à la récession, la bourgeoisie américaine ne pourra rien faire d'autre pour tenter de limiter les dégâts que de pousser encore l'inflation à la hausse qui devrait déjà atteindre 7% dès le début 91. L'inflation à deux chiffres des années 70 va revenir en force, mais cette fois-ci de manière concomitante à une récession que plus rien ne pourra freiner. C'est une plongée en chute libre du niveau de vie de la classe ouvrière qui se prépare.

Les restrictions opérées sur les moyens financiers des municipalités est d'ores et déjà tel que des écoles sont fermées, les ordures ne sont plus ramassées, les conditions de vie dans les villes se dégradent de plus en plus parce que les équipements ne sont plus entretenus. Et aujourd'hui, ce qui se dégage de l'accord finalement obtenu entre démocrates et républicains sur la "question du budget" annonce clairement la couleur pour la classe ouvrière. Pendant que les médias mettaient les projecteurs sur la question de savoir si oui ou non on augmenterait les impôts des "riches", par contre, en coulisse, tout ce beau monde était bien d'accord pour faire payer les ouvriers : hausse des impôts directs, augmentation des taxes sur l'essence, le tabac, le vin, la bière d'un côté et de l'autre des restrictions drastiques sur tous les programmes sociaux (qui sont déjà particulièrement misérables aux USA où 32% de la population n'a aucune couverture sociale) et qui devraient être réduits de 200 milliards sur 5 ans. Ainsi plus de la moitié des réductions de dépenses doivent être prises sur le programme "Medicare" d'assistance sociale aux retraités et aux handicapés...

La pauvreté avait déjà commencé à se développer à grande échelle aux USA alors que l'économie nationale affichait ouvertement sa soi-disant "bonne santé". La plongée dans la récession va se traduire par un appauvrissement considérable pour l'ensemble de la classe ouvrière. L'image de la misère effroyable de l'Amérique des années 1930 n'est rien à côté de ce qui attend le prolétariat de ce pays à court terme.

PE

FRANCE

■ Depuis des années, de mémorandums en états généraux, notre bon gouvernement "socialiste" l'a préparée, sa gigantesque attaque anti-ouvrière baptisée "réforme de la Sécurité Sociale". Pour tenter de mieux la faire digérer, il l'a découpée en tranches successives. C'est ainsi que ces derniers mois, nous avons déjà eu droit à l'augmentation du forfait hospitalier (instauré en 1982 par le très "communiste" ministre Ralite), à la diminution du taux de remboursement de la plupart des médicaments, à la hausse des cotisations des mutuelles, sans compter les diverses taxes "exceptionnelles", reconduites d'année en année depuis 1987, censées déjà remédier au sempiternel gouffre déficitaire grandissant de la Sécurité Sociale.

LA "REFORME DE LA SECURITE SOCIALE" : UNE ATTAQUE D'ENVERGURE ...

Aujourd'hui, l'attaque de la "couverture sociale" va beaucoup plus loin, le gouvernement tape plus fort avec la mise en place déjà fameuse de la "cotisation sociale généralisée" (CSG) à partir de janvier 1991. Comme son nom l'indique, personne ne sera épargné. Dans un premier temps, les chômeurs et les retraités sont frappés de plein fouet : d'après les premières estimations, ce sont plus de 10% des chômeurs (ceux dont les revenus globaux sont inférieurs au SMIC seront exonérés) et plus de 55% des retraités (tous ceux imposés sur le revenu) qui y seront assujettis. Mais c'est en fait l'ensemble de la classe ouvrière qui subira cette mesure puisque la retenue s'effectuera mensuellement et la quote-part sera déduite "à la source" sur la fiche de paie des salariés, indexée sur le salaire brut et s'appliquant également à toutes les indemnités et primes diverses.

Pour l'heure, le gouvernement parvient à dorer la pilule avec l'argument qu'en 1991, ce prélèvement fixé à 1,1% des revenus mensuels sera entièrement "compensé" par la suppression ou l'abaissement d'autres cotisations pour une majorité -fort floue- de salariés. Ce n'est qu'un leurre pur et simple.

D'une part, il n'est pas question de compensation pour les années suivantes et le taux sera graduellement révisé à la hausse chaque année après vote du Parlement.

D'autre part, cette mesure ne représente elle-même qu'un palier dans le plan plus général d'une "réforme" qui prévoit une réduction draconienne imminente de toutes les "dépenses sociales". Ainsi, la loi sur la "réforme hospitalière" qui sera adoptée au printemps prochain est déjà mise en

oeuvre "sur le terrain". La suppression de dizaines de milliers de lits dans les hôpitaux, la réduction de plusieurs milliers de postes parmi le personnel hospitalier, la fermeture de nombreuses écoles d'infirmiers, sont en cours. Le projet envisage non seulement le contrôle étroit des dépenses (limitation des examens trop coûteux et de l'acquisition de matériel à technologie de pointe), mais encore le paiement systématique par les usagers de certains services (comme le stationnement des voitures dans les hôpitaux). En même temps, le taux de remboursement des médicaments courants va être encore abaissé de 60 à 40 % tandis que les honoraires des médecins conventionnés vont être augmentés de 5 francs au 1er décembre. Enfin, la recherche médicale va subir elle-même un coup de frein avec le prochain décret qui n'autorisera les découvertes pharmaceutiques à être mises en vente sur le marché que si elles reviennent moins cher que les produits existants. Le capitalisme s'avère de moins en moins capable d'assurer la santé de la classe ouvrière, qui devra payer de plus en plus cher pour être de moins en moins bien soignée.

...DOUBLEE D'UNE OFFENSIVE GENERALE ANTI-OUVRIERE

Pire, c'est un autre volet social essentiel que le gouvernement s'apprête à attaquer frontalement dans les mois qui viennent : le régime des retraites. La publication du "livre blanc" rédigé par le ministère de la Santé, encore différée de quelques mois, contient des mesures explosives : ce plan prévoit à la fois la remise en cause de la retraite à soixante ans, c'est-à-dire que le temps de cotisation nécessaire pour bénéficier de la retraite serait progressivement porté de trente-sept ans et demi à quarante ans en l'espace d'une décennie dix ans, moyennant une augmentation d'un trimestre de cotisation par an et une modification du calcul du montant de cette retraite, reposant non plus sur les "dix meilleures années" du salarié mais sur la totalité de la carrière. En outre, les périodes de maladie trop longues ou trop fréquentes seraient déduites du temps d'"activités". En même temps, la revalorisation périodique des pensions sera freinée, contraignant de plus en plus les salariés à souscrire des plans d'épargne retraite. Enfin, les impôts et les cotisations sur les retraites seront généralisés et systématisés, dans la continuité de la CSG. D'un bout à l'autre de leur existence, les ouvriers seront exploités jusqu'à la lie.

(suite p. 7)

EUROPE

■ En atteignant les pays centraux d'Europe occidentale, la récession touche le capitalisme en son coeur même. Et ce qu'elle implique d'ores et déjà pour la classe ouvrière de ces pays, ce sont des attaques frontales et massives, des attaques qui partout sont les plus brutales que la classe dominante ait jamais osé assener contre ceux qu'elle exploite depuis des années. Un fait en donne toute la mesure : l'annonce par le géant de l'électronique Philips de 40.000 nouveaux licenciements qui viennent s'ajouter aux 10.000 déjà prévus et qui ne sont pas encore effectifs. En tout, plus de 50.000 licenciements en moins de quinze mois ! Même la violence des plans de dégraissage dans la sidérurgie européenne, qui a vu ses effectifs passer en 10 ans de 160.000 à 50.000 emplois, n'avait pas atteint une telle brutalité.

Concernant la Belgique, l'attaque la plus imposante va être supportée par les chômeurs :

- les allocations chômage seront réduites. Spitaels, ministre socialiste, se dit "convaincu qu'on peut économiser plus d'un milliard sur l'assurance chômage dont dépendent des gens qui ne cherchent pas vraiment un travail". On sait ce que signifie le coup des chômeurs-fainéants et on sait surtout que lorsque la bourgeoisie essaie de diviser travailleurs actifs et sans emploi, c'est qu'elle va attaquer les deux et très fortement. "Economiser" plus d'un milliard sur les assurances chômage, cela ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan du déficit de ce pays, par contre pour les chômeurs, cela signifie une réduction drastique des subsides déjà amputés à plusieurs reprises pour certains et la suppression pure et simple de tout revenu pour une forte proportion d'entre eux. Les chômeurs feront désormais l'objet d'un contrôle strict. Pour 53000 d'entre eux (soit 1/10), les revenus seront régulièrement vérifiés, en vue bien entendu, de supprimer ces revenus à la première "irrégularité".

Et pour l'ensemble de la classe ouvrière, ces mesures ouvrent la porte à d'autres en termes de licenciements, de baisse des salaires, de détérioration accrue des conditions de travail. Ainsi le prétendu "échec" des concertations entre patronat et syndicats concernant la renégociation des conventions collectives constitue une aubaine pour la bourgeoisie belge : les salaires seront négociés en sous-main, dans la plus totale division entre secteurs et branches d'industries.

En Italie, ce sont encore les ouvriers qui, s'ils laissent faire, vont devoir éponger un déficit budgétaire de 850 milliards de francs. La loi de finances pour 91 prévoit de récupérer 50 000 milliards de lires en un an grâce à des coupes budgétaires : restrictions sévères dans les dépenses de santé et les retraites, augmentation des taxes, des transports, du gaz, de l'électricité.

Le secteur automobile est aujourd'hui dans le collimateur de la bourgeoisie : 30 000 ouvriers de la Fiat subissent depuis quelques semaines la trop fameuse "cassa integrazione" (1) que l'on n'avait pas vu apparaître depuis quelques années. Mais outre l'automobile, les secteurs des chemins de fer, de la métallurgie, du textile sont menacés par de nouveaux licenciements (3300 pour Italsider à Cornigliano, près de Gênes, licenciements projetés à Olivetti).

En Espagne, le gouvernement a annoncé un plan "d'ajustement économique pour lutter contre les effets de la crise du Golfe", plan représentant une véritable déclaration de guerre contre les conditions de vie des ouvriers : révision des hausses de salaires qui ne devront pas dépasser 5,8% au maximum alors que la hausse des prix est, d'ores et déjà, de 6,7%. De plus, les impôts subissent une augmentation de 17%. Là encore, ces mesures se complètent de restrictions budgétaires importantes.

La règle d'or du gouvernement espagnol est que "l'effort doit être supporté par tous" : cela se traduit d'abord par la mise en place de plans de reconversion touchant 14 secteurs tels la Chimie (près de 100000 ouvriers concernés), l'électronique, les cimenteries, les usines d'engrais... La plupart des usines de textile devront purement et simplement fermer leurs portes d'ici 94 ce qui signifie la mise en chômage de 50000 ouvriers. Mais déjà les licenciements se multiplient rapidement : 9000 mineurs, 3700 ouvriers des chantiers navals, 4500 ouvriers des usines d'armement de Santa Barbara.

Et pour compléter le tableau, le gouvernement a décidé de supprimer les subventions de l'Etat aux entreprises qui embauchent des salariés. Les aides aux municipalités endettées seront également supprimées, ce qui se traduira par des suppressions d'emplois municipaux et des augmentations des taxes locales.

La crise du Golfe n'est que le prétexte à un déchaînement d'attaques sans précédent contre l'ensemble des ouvriers, dans tous les pays. Qu'elle le veuille ou non, la classe ouvrière n'aura pas d'autre choix que de reprendre le chemin des luttes massives sur son propre terrain dans tous les pays.

MOP

(1) Forme déguisée de licenciements où les ouvriers restent néanmoins liés à l'entreprise qui les congédie. Un certain nombre d'entreprises préfèrent verser ainsi des allocations plus conséquentes que celles octroyées aux chômeurs plutôt que de mettre les ouvriers en chômage définitif, notamment pour éviter des réactions ouvrières d'ampleur à l'annonce des licenciements.

GREVE DES DOCKERS A DUNKERQUE ENCORE UN EXEMPLE DU SABOTAGE SYNDICAL

■ On avait rarement vu les syndicats se mobiliser comme en ce mois d'octobre : journées d'action de tout poil, dans quasiment tous les secteurs mais séparément, manifestations dans toute la France, grèves, débrayages. C'est avec tous les moyens possibles qu'ils se sont portés sur "le front du social", dénonçant d'une même voix, dans "l'unité", le gouvernement et sa politique d'austérité, mettant en avant "les intérêts des travailleurs" et la nécessité de "créer les conditions pour une large expression des salariés", comme le dit si hypocritement la CGT. Le cheval de bataille des syndicats aura été la CSG et ça n'est pas fini ! Ils ont focalisé à toute force sur cette seule question parallèlement et après le conflit dans la Sécurité Sociale, qu'ils ont alimenté artificiellement depuis septembre afin de mieux faire oublier l'ensemble des attaques féroces que le gouvernement veut faire passer. La radicalité de leur ton, les discours combatifs, n'ont d'autre but que de faire croire à une prétendue volonté de leur part de défendre réellement les intérêts ouvriers. Ainsi, FO, par la voix de Blondel, allait, pour la galerie, jusqu'à dénoncer que *"le gouvernement agit à l'entrepreneur capitaliste"* (!) et déclarait que *"le temps est à la lutte"*.

Dont acte ; et le mois d'octobre a été un flot ininterrompu de magouilles syndicales, un barouf assourdissant, entretenu avec soin dans tous les secteurs ouvriers au nom du "combat nécessaire contre l'austérité".

Mensonge ! Les syndicats ne cherchent qu'à entraîner les ouvriers dans des luttes bidons, isolées et défaits d'avance afin de les pousser à l'écoeur et au déboussolement et faire ainsi passer, main dans la main avec le reste de la bourgeoisie, toutes les attaques du gouvernement PS poussant les ouvriers encore plus loin dans une misère toujours plus brutale. La grève des dockers de Dunkerque, où la mainmise de la CGT sur la lutte a été portée à un niveau quasi caricatural, est révélatrice, une nouvelle fois, du sale boulot syndical.

Depuis le 26 septembre, les 1100 dockers de Dunkerque sont en grève contre le sous-emploi chronique qui les frappe et donc pour leurs salaires : seuls 200 à 250 d'entre eux ont du travail en moyenne "par roulement", c'est-à-dire que 50 à 80% sont en permanence au chômage, chômage payé pendant seulement 150 jours ! Ici, la CGT a pris les choses en main, à sa manière, CGT qui détient la haute main, et sans concurrence aucune, sur l'embauche.

D'emblée, elle enfermait les dockers de Dunkerque dans une logique de rentabilité : *"Dunkerque est viable et moderne, mais les patrons de l'UMC (Union Monétaire et Commerciale) se tournent vers Anvers ou Zeebrugge"* ("L'Humanité" du 6.10). La CGT entraînait par là les ouvriers à considérer ces ports en tant que concurrents de Dunkerque, donc d'eux-mêmes, les poussant à défendre "leur" port contre "les patrons qui cherchent à enterrer Dunkerque" et allant jusqu'à proposer, au nom des dockers, "des réaménagements et modernisations en tous genres, pour rendre Dunkerque plus rentable" !

Ainsi, la CGT jetait les dockers sur le terrain du capital, du profit et de la concurrence capitalistes, terrain qui est celui de la bourgeoisie et se situe contre les intérêts ouvriers. Se laisser entraîner sur ce terrain-là, on sait bien où cela mène. Les ouvriers des usines Dassault et de l'Aérospatiale en ont déjà fait l'amère expérience l'an dernier, quand ils ont laissé les syndicats les mettre en concurrence directe entre eux, les diviser comme s'ils avaient des intérêts différents. Cela revenait à se livrer pieds et poings liés à tous les coups de la bourgeoisie, qui a pu ainsi sans difficulté imposer tous les licenciements voulus dans chaque entreprise.

Parallèlement et pour enfoncer le clou de l'enfermement corporatiste des "intérêts" spécifiques de la profession, la CGT développait le thème de la "défense du statut" des dockers, le liant sournoisement à la défense de leur emploi, donnant en exemple les dockers anglais, espagnols et italiens qui, de "privatisés", sont devenus plus licenciés et moins payés, alors que c'est elle qui a permis depuis plus de dix ans le licenciement de 10 000 dockers, grâce aux défaits répétées qu'elle a organisées dans les ports.

De plus, la CGT développait de la manière la plus écoeurante ses formes de solidarité, la fausse solidarité qui entretenait encore mieux l'isolement. Elle faisait d'abord de la solidarité une question uniquement financière, multipliant les "actions de popularisation" et les quêtes dans la population. Le 5 octobre, elle organisait une "journée de solidarité" chez les dockers dans tous les ports de France, chacun chez soi.

Et la CGT s'est encore servie de cette fausse idée de solidarité pour déboussooler davantage les dockers et les enfermer encore plus dans la problématique de rentabilité du port, de la défense de l'entreprise, lorsque la compagnie anglaise Sally Line menaçait de licencier 400 employés à Dunkerque pour s'installer à Zeebrugge ; aussi, la CGT faisait signer un accord aux dockers avec cette compagnie, les engageant à ne pas faire grève contre elle pendant trois ans, pour préserver ces 400 emplois !

Enfin, c'est dans le plus extrême jusqu'au-boutisme que la CGT a poussé les ouvriers, jouant sur sa position de "patron" et de maître de l'embauche de la manière la plus écoeurante. Aujourd'hui, la grève continue, sous la direction cégétiste, et les dockers sont plus qu'avant sous la menace de sanctions, de non-paiement des jours de grève et de 400 licenciements, "à cause de la grève", disent les patrons, qui complètent le discours syndical.

Ainsi, dévoyée par les syndicats sur un terrain totalement pourri de bout en bout, la lutte des dockers est condamnée à la plus cuisante défaite.

Laisser la lutte entre les mains des syndicats revient pour tous les ouvriers à s'ôter tout moyen de se défendre et de résister efficacement, réellement, à la misère et à l'austérité et à s'exposer davantage, au contraire, à des attaques toujours plus rudes de la bourgeoisie.

PPR

LE RENFORCEMENT DE LA POLICE C'EST LE RENFORCEMENT DE L'ORDRE CAPITALISTE

■ La bourgeoisie française vient de lancer une grande campagne sur les besoins d'une police efficace dans le pays pour soi-disant mieux protéger la population et les "honnêtes gens" contre l'insécurité grandissante et la montée de la violence.

Dans ce but prétendu, le ministre de l'Intérieur "socialiste" Joxe vient de mettre sur pied une série de mesures baptisée "redéploiement des effectifs policiers". Quelle réponse apporte-t-il en fait à des préoccupations de sécurité que plusieurs événements récents ont effectivement pu mettre au coeur de l'actualité, donnant la mesure des réalités quotidiennes de la décomposition sociale et de la putréfaction dans laquelle s'enlise le système capitaliste ?

Dans le ras-le-bol à l'origine des émeutes de Vaulx-en-Velin, la question de l'insécurité figure en bonne place : celle que fait régner... la police envers de jeunes ouvriers désorientés (la plupart réduits au chômage, sans perspective d'insertion sociale et étouffant dans des ghettos déshumanisés), à travers les brimades, le harcèlement permanent, la multiplication des contrôles à un niveau tel qu'ils ont provoqué ce que la bourgeoisie appelle des "bavures policières". C'est d'ailleurs le douzième meurtre d'adolescent en 10 ans par les flics qui a servi de détonateur à leur révolte. Comment y réagit la bourgeoisie ? En intensifiant la présence policière dans les banlieues ouvrières, par l'accroissement notable de "l'ilotage" des quartiers ouvriers ("quartiers chauds" dans le langage de nos dirigeants), "ilotage" cher à Chirac comme au PC (déjà d'ailleurs la plupart des municipalités gérées par le PC disposent de commissariats aux effectifs renforcés, installés au coeur des cités ouvrières). Des "brigades spéciales de surveillance nocturne" sont créées dans ce sens alors que d'autres brigades vont être chargées du fichage et du repérage des "bandes de jeunes" dans les ZUP et les cités HLM.

La colère ouvrière s'est récemment exprimée chez les chauffeurs de bus de la région parisienne après l'agression d'un de leurs camarades sur une ligne de banlieue (des faits similaires se sont aussi maintes fois produits dans les rames et les couloirs du métro parisien au cours de ces derniers mois). Une grève spontanée a touché une bonne partie du réseau de la banlieue nord pendant deux ou trois jours pour dénoncer le manque d'effectifs dans la RATP et pour réclamer avec insistance avec ces créations d'emploi, la présence de deux préposés au service par autobus, notamment en soirée. Qu'a fait la bourgeoisie ? Eh bien, elle a détourné cette

revendication, grâce à la complicité active des syndicats sur le terrain, pour décider que ce seront finalement des policiers qui seront requis dans les bus pour "assister" les chauffeurs en nocturne.

Le gouvernement est d'ores et déjà parvenu à manipuler le mécontentement qui gronde dans les lycées et les collèges face au délabrement croissant du système éducatif offert par le capitalisme. Là, on a insidieusement profité de quelques incidents (un viol d'élève, des agressions de plusieurs professeurs et d'un concierge d'établissement scolaire) dans trois lycées de la banlieue parisienne pour parler d'une "escalade de la violence dans les écoles", permettant ainsi de justifier les mesures policières annoncées.

Voilà la seule et unique réponse que puisse donner la classe dominante aux problèmes posés par l'insécurité : l'encadrement policier plus poussé de la société et en particulier des populations ouvrières. D'autres séries de mesures prises dans le cadre de la "réorganisation policière" vont d'ailleurs toutes dans ce sens : des contingents de CRS sont appelés en renfort pour mieux "couvrir" en priorité les grandes agglomérations, les gardes statiques devant les commissariats sont supprimées au profit d'un "déploiement sur le terrain", les gardiens de la paix débutants feront des stages chez les CRS "pour accroître leur familiarisation avec la voie publique" et seront affectés en priorité dans la grande couronne parisienne....

Il ne faut pas se leurrer. L'Etat capitaliste ne se soucie nullement d'améliorer la sécurité des gens, comme il se moque éperdument plus généralement de tous les problèmes d'amélioration du sort des hommes. Toutes ces mesures, exclusivement parties prenantes d'un renforcement du filage systématique de la vie sociale, d'un contrôle policier accru sur l'ensemble de la société, visent prioritairement la classe ouvrière. C'est elle qui se retrouvera directement confrontée à tout le réseau de surveillance, de contrôle, de renseignements et d'indicateurs que le gouvernement "socialiste" tisse et met en place dès aujourd'hui. Dès lors que les ouvriers entreprendront de se réunir, de se regrouper, de discuter entre eux et de se mobiliser sur leur terrain de classe face à l'Etat capitaliste, ils trouveront en face d'eux une bourgeoisie qui s'est donnée tous les moyens pour rechercher et repérer les "meneurs" comme tous les "trublions subversifs de l'ordre public".

YD

AGITATION LYCEENNE UNE REVOLTE SANS PERSPECTIVES

■ L'effervescence qui a démarré dans les lycées et collèges de la région parisienne est en train de gagner la province et il n'y a pas un jour sans que des milliers de jeunes ne manifestent dans la rue leur colère et leur inquiétude. Le ras-le-bol est général, notamment dans les lycées des banlieues et des quartiers ouvriers. Aux conditions d'étude de plus en plus déplorables (vétusté des locaux, surcharge incroyable des classes, pénurie de plus en plus dramatique de surveillants et d'enseignants...), qui sont le reflet d'une dégradation accélérée du système éducatif, se mêlent de plus en plus aujourd'hui, dans l'enceinte des établissements, des manifestations de la décomposition générale de la société (drogue, délinquance, racket...).

Cependant, même si le mouvement est parti des banlieues ouvrières, même s'il rassemble une proportion importante d'enfants d'ouvriers, dont la plupart seront ouvriers à leur tour, ou bien chômeurs, le terrain sur lequel il se situe le condamne à l'impasse et la récupération par les forces politiques de la bourgeoisie.

En effet, la jeunesse scolarisée ne constitue pas, au même titre que d'autres catégories sociologiques telles que les femmes, les "gens de couleur" ou les "consommateurs", une classe sociale. On trouve en son sein des éléments qui, tant par leur origine que par leur devenir, appartiennent à toutes les classes et couches de la société. De ce fait, alors que la classe ouvrière constitue ou tend vers une unité, tant au plan de ses revendications et luttes dans la société capitaliste qu'au plan de ses objectifs historiques, la jeunesse scolarisée, au même titre que la jeunesse en général, ne peut avoir de revendications spécifiques (sinon très secondaires par rapport aux questions centrales qui se posent dans la société) et encore moins de perspective historique propre. De ce fait, les explosions de mécontentement qui agitent ce milieu sont en général impuissantes, stériles et ne peuvent mener nulle part, sinon à une décomposition accélérée. A l'opposé de la classe ouvrière pour qui, plus un mouvement se pose des questions fondamentales et plus il renforce son unité, la condition du maintien de l'unité et de l'extension d'un mouvement comme celui des lycéens est justement qu'il ne se pose pas des questions fondamentales, engageant l'ensemble de la vie de la société. L'"unité" entre des enfants de bourgeois, de petits bourgeois de toutes sortes et d'ouvriers, entre des éléments qui sont destinés à s'insérer activement dans la classe exploiteuse et des éléments qui vont prendre place dans la masse des exploités et des chômeurs ne peut se réaliser qu'autour d'objectifs ne remettant pas en cause les rapports sociaux existants, ni même leur bon fonctionnement (si on peut parler de "bon fonctionnement" dans la situation de crise et de décomposition présente).

Ainsi, le refus de la "politique" que manifestent de nombreux lycéens, s'il découle pour une part du dégoût face à toute la corruption qui dégouline des partis bourgeois, révèle également la volonté de ne pas détruire cette "unité" illusoire. De même, les revendications sur la "sécurité", laquelle constitue un réel problème dans la société actuelle en pleine putréfaction, se retrouvent facilement canalisées vers le renforcement des forces de police, à tel point que certains lycéens allaient même jusqu'à crier : CRS=SOS ! Enfin, la revendication de meilleures conditions d'étude est en bonne partie récupérée sur le thème de *"il faut bien étudier pour obtenir de bons diplômes et être performants en vue de la compétition économique"*.

C'est pour ces raisons que l'ensemble des forces de la bourgeoisie, et notamment le parti socialiste au pouvoir, se penche avec beaucoup de sollicitude sur le mouvement actuel des lycéens. C'est évidemment une sollicitude parfaitement hypocrite puisque la bourgeoisie n'est pas prête, ni en mesure d'ailleurs, d'améliorer réellement les conditions de vie et d'enseignement dans les établissements scolaires : il faut sacrifier de nombreux lycées pour fabriquer un seul chasseur-bombardier. Mais lorsque le gouvernement dit qu'il *"comprend fort bien les lycéens"*, qu'il est *"prêt au dialogue"* et qu'il *"fait tout ce qui est en son pouvoir pour répondre à leur attente"*, c'est avec la certitude qu'il est parfaitement capable de récupérer la situation, de même que de l'utiliser en vue de constituer un rideau de fumée permettant de mieux faire passer les attaques massives qui vont se déchaîner contre les conditions de vie de l'ensemble de la classe ouvrière.

Face au gouvernement, mais en réalité en parfaite complicité avec lui, des "coordinations" montées et manipulées par toutes les forces de gauche (PS, PC, trotskistes, SOS-Racisme...) agissent sur le terrain pour "organiser" la "lutte", en réalité pour encadrer la colère des lycéens afin d'empêcher qu'en leur sein ne se posent les vraies questions, ne s'opère une décantation entre ceux qui se rattachent à la classe ouvrière et à son combat, et ceux qui se préparent à s'intégrer dans la classe dominante. En appelant au "durcissement" de la lutte, à l'extension à tous les lycées, les forces d'extrême gauche ne font que renforcer l'illusion d'une perspective pour le présent "mouvement", à barrer de ce fait toute possibilité d'une telle décantation.

Pour les futurs prolétaires que sont une bonne partie de ces milliers de lycéens, il n'y a qu'une seule issue : refuser de se laisser embarquer derrière toute les organisations de gauche et d'extrême gauche dans cette agitation-défolioir, rejoindre les combats de la classe ouvrière en comprenant

REVOLUTION INTERNATIONALE

**MANIFESTE
SUR LE PROBLEME
DU CHOMAGE**

CONTRE LE CHOMAGE
ET LA MISERE CAPITALISTES :
OUVRIERS AU TRAVAIL,
OUVRIERS AU CHOMAGE,
UN MEME COMBAT,
UNE SEULE CLASSE OUVRIERE

qu'il n'y a aucune issue à la crise de l'appareil éducatif dans cette société. Car cet effondrement du système scolaire n'est qu'une manifestation de l'aggravation irrémédiable de la crise économique, une manifestation de la décomposition générale du mode de production capitaliste. Les jeunes générations ouvrières doivent comprendre qu'elles n'ont rien à attendre, sinon le pire, d'un système qui n'a aucun avenir sinon celui de la destruction de l'humanité.

JM (27/10/90)

LE PACIFISME PREPARE LA GUERRE

(suite de la page 1)

si a précisément besoin que, par des phrases hypocrites sur la paix, on détourne les ouvriers de la lutte révolutionnaire", énonçait Lénine en mars 1916.

L'usage du pacifisme n'a pas changé : "En cela réside l'unité de principe des sociaux-chauvins (Plekhanov, Scheide-mann) et des sociaux-pacifistes (Turati, Kautsky) que les uns et les autres, objectivement parlant, sont les serviteurs de l'impérialisme : les uns le servent en présentant la guerre impérialiste comme la 'défense de la patrie', les autres servent le même impérialisme en déguisant par des phrases sur la paix démocratique la paix impérialiste qui s'annonce aujourd'hui. La bourgeoisie impérialiste a besoin de larbins de l'une et de l'autre sorte, de l'une et de l'autre nuance : elle a besoin des Plekhanov pour encourager les peuples à se massacrer en criant : "A bas les conquérants!" ; elle a besoin de Kautsky pour consoler et calmer les masses irritées par des hymnes et diatribes en l'honneur de la paix." (Lénine, janvier 1917).

Dans la première guerre mondiale, tous les propagandistes du "pacifisme de principe" ont sombré dans l'union sacrée. Mais, surtout, ils ont été les principaux responsables de l'entraînement du prolétariat au massacre sur le terrain de la "défense nationale et de la patrie". Le pacifisme est purement une arme de la bourgeoisie et en aucun cas on ne peut s'opposer à la guerre à travers lui.

LES REVOLUTIONNAIRES CONTRE LA GUERRE ET LE PACIFISME

Pour les révolutionnaires, la question du pacifisme a été clairement définie par Lénine : "Notre 'programme de paix' doit consister à expliquer que les puissances impérialistes et la bourgeoisie impérialiste ne peuvent donner la paix démocratique. Il faut chercher cette paix et l'obtenir mais non sur des positions en arrière, dans l'utopie d'un capitalisme qui ne serait pas impérialiste ou d'une alliance de nations qui seraient égales en droit sous le capitalisme, mais en avant, dans la révolution socialiste du prolétariat. Pas une revendication radicale de la démocratie n'est réalisable avec ampleur et solidité (...) autrement qu'à travers les batailles révolutionnaires menées sous les étendards du socialisme. Et celui qui promet aux peuples la paix 'démocratique' sans prêcher en même temps la révolution socialiste, celui qui nie la lutte pour un but total(...), celui-là dupe les prolétaires." (Mars 1916.)

Avec quelle actualité résonnent les phrases de Rosa Luxemburg : "La paix mondiale ne peut être préservée par des plans utopiques ou franchement réactionnaires, tels que les tribunaux internationaux de diplomates et de capitalistes, des conventions diplomatiques sur le 'désarmement', la liberté maritime(...), les alliances politiques européennes, des 'unions douanières'(...), des Etats tampons nationaux, etc. On ne pourra pas éliminer ou même enrayer l'impérialisme, le militarisme et la guerre aussi longtemps que les classes capitalistes exerceront leur domination de classe de manière incontestée. Le seul moyen de leur résister avec succès et de préserver la paix mondiale, c'est la capacité d'action politique du prolétariat international et sa volonté révolutionnaire de jeter son poids dans la balance... Dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre, les forces décisives ne peuvent être engagées que par les masses compactes du prolétariat de tous les pays."

La guerre impérialiste est un produit du capitalisme et on ne peut lutter contre la guerre qu'en s'attaquant au capitalisme à sa racine. C'est uniquement par le développement de la lutte de classe que la guerre peut être combattue.

Livré à sa propre dynamique, le capitalisme ne peut échapper à la guerre impérialiste, qui n'est que la continuation, par la violence des armes, de la guerre économique incessante que se livrent les Etats et les diverses fractions de la bourgeoisie. Mais beaucoup plus que cela, les "temps de paix" sont devenus le règne d'une "paix impérialiste".

C'est ce qu'atteste l'histoire depuis le début de ce siècle, où est démontré, comme le soulignait déjà en juillet 1945 la Gauche Communiste de France (GCF) dans sa conférence de fondation, "qu'il n'existe pas une opposition fondamentale en régime capitaliste entre guerre et paix". La décadence de la société capitaliste, expliquait la GCF (l'organisation dont le

CCI est l'héritier direct), trouve son expression éclatante dans le fait que, de guerres en vue du développement économique au cours de la période d'ascendance du système, les conflits armés viennent à capter pour eux l'essentiel de l'activité économique pendant l'époque de décadence. On peut vérifier le bien fondé de l'analyse de la GCF en constatant que, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la production est essentiellement axée sur la fabrication de moyens de destruction, c'est-à-dire en vue de l'embrasement militaire.

L'armement est le seul secteur où les dépenses des Etats s'accroissent constamment même dans les plus petits pays du monde, les plus démunis. Les "progrès techniques" de ce siècle n'ont leur source que dans la sophistication croissante de l'armement. Le "progrès social", que la bourgeoisie brandit pour justifier la survie de son système, s'est payé au prix fort : deux guerres mondiales ; des guerres locales qui n'ont jamais cessé entre les deux guerres et depuis la deuxième boucherie mondiale sous la forme de prétendues "luttues de

"Le mot d'ordre de la paix est, pour les marxistes révolutionnaires, une question d'une importance beaucoup plus grande qu'on ne le croit parfois. Le débat se ramène en réalité à un problème de lutte contre l'influence bourgeoise dans le mouvement ouvrier (...) Le mot d'ordre de la paix n'a par lui-même absolument rien de révolutionnaire. Il ne prend un caractère révolutionnaire qu'à partir du moment où il s'adjoint à notre argumentation pour une tactique de lutte révolutionnaire, quand il s'accompagne d'un appel à la révolution (...)"

(Lénine et Zinoviev, "Contre le Courant", 1915)

libération nationale", une misère qui jette dans la famine plus des deux tiers de l'humanité, une déshumanisation croissante de la vie dans les pays "développés".

Cela ne signifie pas que la guerre soit devenue le but de la production capitaliste, l'objectif demeurant toujours pour le capitalisme la production de la plus-value, mais cela signifie que la guerre, prenant un caractère de permanence, est devenue le mode de vie du capitalisme décadent. Cela signifie que les questions de la crise et de la guerre sont complètement liées.

LA LUTTE DE CLASSE CONTRE LA GUERRE

La véritable réponse -et il n'y en a pas d'autre-, c'est que la lutte contre la guerre passe nécessairement par la lutte de classe. C'est le développement de la lutte du prolétariat qui constitue, dans la société bourgeoise, le seul moyen de lutter contre la guerre. Il faut éviter le piège du pacifisme, de la "paix sociale", en comprenant que la lutte contre la guerre c'est aussi la lutte contre l'austérité et tirer les leçons de l'expérience historique de la classe prolétarienne que la lutte contre l'austérité est aussi une lutte contre la guerre dans un monde où la crise et la guerre sont les deux phases d'une même réalité, la manifestation inéluctable d'une pourriture qu'exhale par tous ses pores le monde capitaliste.

C'est pourquoi nous traversons aujourd'hui une période cruciale dont l'enjeu se précise et se révèle de jour en jour internationalement. N'accepter ni la marche à la guerre ni l'austérité, rejeter les mensonges de la bourgeoisie et ses marchés de dupes, ne pas suivre la gauche dans la voie mensongère du pacifisme, du désarmement de la lutte de classe, refuser la paix sociale. Le développement international des luttes ouvrières est seul capable d'apporter une réponse au problème de la guerre car le prolétariat est la classe qui porte en elle la fin de toutes les guerres et le seul devenir possible de la société, le socialisme.

Le prolétariat tient entre ses mains le sort de toute l'humanité.

CR

"LUTTE OUVRIERE",

SERGEANT RECRUTEUR DE L'IMPERIALISME IRAKIEN

■ Pas de numéro de l'hebdomadaire "Lutte Ouvrière" qui ne titre : "L'impérialisme hors du Golfe" et qui ne dénonce à grands cris la colossale armada dépêchée par les USA et consorts dans les sables du désert. Pas un éditorial d'Arlette Laguiller qui, ces derniers temps, ne proclame son opposition à cette guerre "qui n'est pas la nôtre". LO fait certainement, parmi les propagandistes "pacifistes" et "anti-impérialistes" venus défilier le 20 octobre dans les rues de la capitale, figure d'un des plus déterminés dans le verbiage radical. Et pour cause ! L'hypocrisie de cette organisation bourgeoise est sans bornes.

Il suffisait d'aller écouter, le 5 octobre dernier à Paris, le discours de ces crapules lors de leur dernier "Cercle Léon Trotsky" à la Mutualité pour le mesurer une fois de plus. Au public plus restreint de ses sympathisants, LO se permettait de dire ce qu'elle n'ose étaler ouvertement dans sa presse destinée aux "larges masses dans les usines", à savoir que, "en cas de conflit, Lutte Ouvrière soutiendra l'Irak".

Et c'est encore dans "Lutte de Classe", son organe théorique destiné aux initiés, que Lutte Ouvrière dévoile le plus ouvertement sa véritable nature de va-t-en-guerre et de soutien d'un camp impérialiste contre l'autre : "Ce choix nous place de fait du même côté que Saddam Hussein, un dictateur qui, il y a peu de temps, était ami des impérialistes, qui peut encore faire volte-face demain et dont la politique n'a rien à voir avec la défense des intérêts des masses populaires. Soit ! Cette compagnie ne peut nous faire changer de camp." Et plus loin : "Et si demain la crise du Golfe se transforme en affrontement armé, les travailleurs du monde entier doivent être pour la défaite des armées impérialistes... Si demain l'armée irakienne, avec à sa tête Saddam Hussein, est engagée dans un affrontement avec les armées impérialistes, c'est la victoire de la première qu'il faut souhaiter - tout comme il fallait hier

souhaiter la victoire du Vietnam bien que des criminels soient à la tête de ce régime." ("Lutte de Classe" n° 34, octobre 1990).

Voilà ce que vaut l'"anti-impérialisme" des gens de LO. Voilà comment, au nom de la "lutte contre l'impérialisme" (sous-entendu américain), cet organisme appelle "les travailleurs du monde entier" à choisir le camp de l'impérialisme irakien. C'est toujours "contre le militarisme de l'autre", au nom de la "lutte contre l'impérialisme d'en face", que la bourgeoisie de tous les pays a envoyé les prolétaires à la boucherie.

Voilà ce que vaut le "pacifisme" de ces racailles, qui justifient ainsi les massacres à venir, à commencer par l'embrigadement des prolétaires d'Irak et leur transformation en chair à canon pour le compte du capital irakien, tout comme, hier, ils justifiaient le carnage des prolétaires du Vietnam.

La crise du Golfe rappelle s'il en était besoin la vraie nature des organisations trotskistes, fraction la plus radicale de la bourgeoisie. Nul n'est mieux placé que ces fiefés rabatteurs de la social-démocratie et du stalinisme pour embrigader la classe ouvrière dans les tueries impérialistes. Depuis la seconde guerre impérialiste mondiale, ces aides sergents recruteurs de toutes les guerres locales ont applaudi aux différents massacres qui se sont déroulés pour la défense d'une fraction bourgeoise contre une autre. Lutte Ouvrière ne fait que remettre au goût du jour le discours qu'ont toujours tenu les organisations traîtres au prolétariat, celui des sociaux-chauvins de la première guerre mondiale. Et comme ces derniers, c'est au nom de "l'internationalisme prolétarien" que ces va-t-en-guerre appellent les ouvriers à servir de chair à canon.

CTX

LES ANARCHISTES : des va-t-en-guerre comme les autres

■ De la FA à l'UTCL et de l'OCL à la CNT (1) en passant par l'ineffable Union pacifiste, ils étaient tous là, les soldats de la cohorte anarchiste, à la parade pacifiste du 20 octobre contre (façon de parler) la situation de guerre qui allume le Moyen-Orient. Tous présents, bien en rangs derrière les organisations du PC, la CGT, le parti Vert ainsi que les groupes trotskistes ou maoïstes. A leur juste place, pour dire vrai, au sein de la gauche et de l'extrême gauche politiques du capital.

Oh ! bien entendu, ils n'ont pas manqué d'entonner leur vieille antienne libertaire : "A bas toutes les guerres et les armées ! A bas tous les Etats, les frontières et les patries !" Ils ne se sont pas privés d'emboucher un bravache "guerre à la guerre" dont l'air de clairon ricochait sur les façades sourdes des bourgeoisies demeures du quartier des Invalides à Paris. Cela vous avait certainement, ainsi, une tout autre allure que le plat : "Non à la guerre, oui aux négociations !" des stalinien ou que le sans panache : "Troupes françaises hors du Golfe !" des trotskistes et consorts, sans parler du dérisoire : "Les femmes disent non à la logique de guerre !" des cornettes féministes. Oui, mais la vérité pratique de cette prestation allait au-delà du folklore sans âge des croisés du drapeau noir. Quelques efforts qu'ils aient dépensés pour se démarquer de leurs comparses pacifistes, les chevaliers anarchistes -et cela seul reste important- marchaient l'amble avec eux, communiaient dans un unique cortège avec les gens de Lutte Ouvrière ou de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Par les voies tordues d'un antimilitarisme bien de leur cru, les anarchistes épousent comme les autres gauchistes le raisonnement qui consiste à choisir un camp de guerre capitaliste ; quoi qu'ils en montrent, ils cautionnent les écrits trotskistes invitant aujourd'hui les ouvriers à hiérarchiser les forces belligérantes, à reconnaître des circonstances atténuantes à la partie la plus faible, avant de les appeler au bout du compte à supporter l'Irak contre le bloc militaire onusien réuni autour de l'armée américaine.

Le verbe autant que la dégaîne libertaire apparaissent peut-être singuliers aux jeunes ouvriers non avertis, mais la logique de l'intervention anarchiste n'en rejoint pas moins celle des va-t-en-guerre stalinien, trotskistes ou autres : d'abord une esbroufe pacifiste tentant de détourner l'attention des ouvriers de la réalité guerrière profondément chevillée au capitalisme décadent ; ensuite un discours fallacieusement radical qui dénature le principe du dé-faitisme révolutionnaire prolétarien pour le rabattre sur le terrain bourgeois du "droit des peuples à disposer de leur destin", pour le plaquer sur le sol aclassiste (donc anti-ouvrier) de la "légitime aspiration des populations du Sud à s'affranchir du joug des nations du Nord" (lesquelles, pour reprendre les mots de l'UTCL, "les oppriment et pillent leurs richesses économiques"). Un pacifisme qui, en résumé, s'inscrit dans les préparatifs de guerre de la bourgeoisie.

Que les prolétaires en soient bien convaincus, si les anarchistes s'en tiennent aujourd'hui à des gesticulations, demain, en cas d'éclatement de la furie guerrière, ils concourront à envoyer les ouvriers verser leur sang dans la boucherie pour des motifs humanitaires. On ne peut d'ailleurs rien attendre d'autre des fils spirituels de Pierre Kropotkine, qui, en 1916, conviait les ouvriers à défendre l'arme au poing la France, la "patrie de la révolution", la terre d'élection de la civilisation latine, contre la barbarie militariste teutonne ; de Buenaventura Durruti, qui, en juillet 1936, enrôlait les prolétaires espagnols dans les milices anarchistes pour leur faire défendre la république bourgeoise contre les franquistes ; ou encore de ces libertaires "résistants" qui s'illustrèrent en 1944 dans les rangs de l'armée du général Leclerc pour la "libération" de la France capitaliste.

SM

(1) FA : Fédération Anarchiste ("Le Monde Libertaire"). Héritière historique de l'école "libertaire" du XIXe siècle, la FA synthétise dans son "programme" politique les trois courants de pensée qui ont fondé l'anarchisme : l'individualisme, le communisme "libertaire" et l'anarcho-syndicalisme. UTCL : Union des Travailleurs Communistes Libétaires ("Lutter"). Ce groupe poursuit la tradition d'une tendance anarchiste apparue après la Révolution russe qui rejette l'individualisme et adopte des principes de militance proches de ceux qui régissent les organisations gauchistes du type trotskiste. OCL : Organisation Communiste Libertaire ("Courant alternatif"). C'est le représentant du néo-anarchisme soixante-huitard, qui fait des luttes baptisées alternatives (contre le nucléaire, pour le squat, à l'exemple des Canaques) le crédo de son action. CNT : Confédération Nationale du Travail ("Le Combat syndicaliste"). Centrale syndicale qui exprime directement l'anarcho-syndicalisme. (Cette idéologie, née vers 1900 comme le syndicalisme révolutionnaire, est avant tout, bien qu'elle emprunte sa philosophie à Bakounine et à Proudhon, une idéologie syndicaliste.) Sur la variante gauchiste que représente la mouvance anarchiste dans son ensemble, le lecteur se reportera avec profit aux articles que nous lui avons consacrés dans les numéros 35, 36, 37 et 38 de "RI".

LISEZ NOTRE BROCHURE :

LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

(nouvelle édition remaniée et augmentée)

C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI FAIT LES FRAIS DE LA RECESSION...

(suite de la page 4)

De fait, ces attaques d'envergure s'intègrent dans la situation générale du capitalisme en crise, crise que la bourgeoisie ne peut traiter qu'en décuplant féroce ses attaques anti-ouvrières. C'est le renforcement de la "politique de rigueur" réaffirmée par Rocard cette année : les salaires seront indexés sur le taux de croissance et non pas sur la hausse du coût de la vie. A ce niveau, le secteur public sert de modèle : alors qu'officiellement, l'inflation serait de 3,6 ou 3,7%, les hausses de salaires sont limitées à 2,5 % pour les fonctionnaires, et encore le réajustement de 1,3% prévu au 1er octobre dans ce cadre a été "retardé" au 1er décembre.

Telle est aussi l'injonction formulée pour les négociations sur le renouvellement des conventions collectives conclues actuellement pour 1991 dans toutes les branches d'industrie. Les attaques tous azimuts sont d'autant plus draconiennes que la récession désormais ouverte aux Etats-Unis a commencé à déferler sur l'Europe.

En France, déjà, les secteurs clés de l'industrie sont plongés dans la tourmente : l'automobile est en plein marasme économique (Renault et Citroën ont perdu 20 à 25% de leur part de marché en un an). Et les ouvriers sont toujours en première ligne pour payer la note. En octobre, 500 travailleurs "excédentaires" de Renault-Billancourt se sont vu proposer des congés de reconversion qui les mènent tout droit au chômage (l'usine doit fermer irrévocablement en 1991, de toute façon...). Mois après mois, les mesures de chômage technique se multiplient à Cléon, Sandouville ou Douai. Il en est de même pour Chausson ou Citroën (où les intérimaires sont renvoyés), comme chez Peugeot. Pour les camions, après une chute de 15% des marchés, les ouvriers des usines RVI sont menacés. Le bilan de Michelin où 2260 licenciements vont intervenir est une véritable catastrophe régionale. Dans l'informatique, de nouveaux licenciements se préparent. Dans l'énorme secteur bancaire, dont les bénéfices ont chuté de 20% en un an, les compressions d'effectifs vont s'intensifier, des "plans de dégraissage" sont déjà annoncés pour des petites banques menacées de faillite. Les licenciements pleuvent partout. Des dizaines de milliers de jeunes ouvriers que le capital est désormais incapable d'intégrer sur le marché du travail sont notoirement contraints de voter de TUC, de "petits boulots" au noir ou de stages divers. Parallèlement, la durée moyenne du chômage continue de s'allonger, ainsi que le nombre de chômeurs de longue durée, alors que le déficit annoncé dans la gestion de l'UNEDIC promet de nouvelles réductions des

allocations chômage.

Mais l'aggravation des conditions d'exploitation ne s'arrête pas là. Parallèlement à la CSG, la taxe d'habitation a été brutalement majorée cette année, souvent jusqu'à 20%, notamment dans les banlieues ouvrières de la région parisienne, alors que l'an prochain, la "réforme" de cette taxe la liant aux revenus des ménages promet d'autres hausses très lourdes à supporter. De même, l'impôt sur le revenu doit être prélevé également à la source dès 1991, ce qui promet un "amaigrissement" considérable de la feuille de paie.

Enfin des impôts "nouveaux" sont annoncés à terme, comme l'impôt "environnement" préconisé par Lalonde à l'encontre des consommateurs, dernier avatar du pseudo-combat "antipollution".

...QUE TOUTE LA BOURGEOISIE ESSAIE DE MASQUER

Cette avalanche d'attaques fait ressortir le caractère entièrement bidon des querelles et polémiques que se livrent gouvernement et syndicats autour de la CSG. Quel que soit le baratin sur l'injustice ou non de cette mesure, c'est toute la classe ouvrière qui va payer la note, qu'elle soit en activité ou réduite au chômage.

Dans ce cirque, qui permet aux uns et aux autres de noyer le poisson, ils sont tous d'accord sur le fond ; les seuls objectifs qu'ils poursuivent sont ceux-ci :

- Masquer l'ampleur et la nature même des attaques portées contre la classe ouvrière aux yeux de celle-ci en focalisant le problème autour de la seule CSG et en oblitérant les liens existant entre les différentes attaques, en les présentant chacune comme "spécifique" et "particulière".

- Dévoyer la conscience des ouvriers sur un terrain pourri en les incitant à prendre parti et à se mobiliser dans un faux débat qui revient à enfermer la classe dans une logique gestionnaire, celle de la défense du capitalisme qui, au bout du compte, ne mène qu'à un seul résultat : faire accepter toujours de nouveaux "sacrifices".

La classe ouvrière aurait tout à perdre à s'y laisser piéger, à se laisser détourner de son terrain de classe par ces chants de sirène. Ces attaques doivent au contraire renforcer la détermination des ouvriers à entrer en lutte ouverte contre ce système et sa logique de misère et d'exploitation. Ils n'ont pas d'autre choix pour défendre leurs intérêts.

DA

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Leprieux
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
"Mimesis", 58, rue de Grassis
BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvire", 3, rue de l'Ente
Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
Café-restaurant "Le Rainbow", 17 rue M^{al} de Lattre de Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien Gryphe (7^e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6, rue Pastoret. 13006
"Le Temps de Vivre", 54, La Canebière. 13001
Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte. 13015
Maison de la Presse, rue Lamartine, 13500 Martigues
Maison de la Presse, quai Stalingrad, 13 La Ciotat
MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue Général de Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon Pasteur
"Tabacs Presse", 9, rue de Budapest
"Lanoë", 2, rue de Verdun
"Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais.
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
"Parallèles", 47, rue St Honoré (75001)
"FNAC" Forum des Halles
"L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (75007)
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
"FNAC", 1 bis, place Occitane
"Les Arcades", place du Capitole
TOURS : "Librairie du Grand Marché", 25, rue du Grand Marché.

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons que nous sommes répertoriés sous le numéro :

ISSN 0336 464 X

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliciter l'objet du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F. Abonnement de soutien : 12 numéros : 200F.
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F. Abonnement de soutien : 4 numéros : 150F.
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F. Abonnement de soutien : 300F.
ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale, 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (nouvelle édition remaniée et augmentée)
30F + 3F pour frais d'envoi.
DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267.

Courant Communiste International Revue Internationale 63

4^e trimestre 1990

15 ff / 75 fb

Crise du Golfe Persique
LA GUERRE DANS LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME

Crise Economique Mondiale
LE PETROLE : UN FAUX ALIBI POUR UNE VRAIE CRISE

Résolution
LA SITUATION INTERNATIONALE

Mensonges et vérités de l'écologie
C'EST LE CAPITALISME QUI POLLUE LA TERRE

Polémique
LES REVOLUTIONNAIRES
FACE AUX EMEUTES DE LA FAIM



AVIS AUX LECTEURS

L'"Histoire de la Gauche communiste germano-hollandaise" étant un ouvrage très volumineux, sa publication a pris du retard. Les souscriptions ne sont pas perdues : nous tenons à nous excuser auprès des souscripteurs qui seront servis en priorité dès la parution de l'ouvrage.

SEUL LE PROLETARIAT PEUT S'OPPOSER... (suite de la page 8)

Ainsi l'antagonisme fondamental entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie ne s'est nullement atténué comme l'affirment toutes sortes de sociologues. Bien au contraire, l'aggravation brutale de la crise économique, la plongée du monde dans des conflits militaires de plus en plus nombreux et permanents, ne pourront qu'exacerber encore cet antagonisme. Et cela d'autant plus que, à une échelle encore bien plus vaste que par le passé, le prolétariat, avec la marginalisation croissante de l'artisanat et de la petite propriété paysanne, est aujourd'hui le producteur de l'essentiel de la richesse sociale. En outre, jamais la classe ouvrière n'a été autant concentrée dans d'énormes unités de production, jamais elle n'a travaillé de façon aussi associée, et ce sont justement là deux conditions de sa force. Enfin, avec l'interdépendance croissante de tous les secteurs nationaux de l'économie capitaliste, jamais les différentes parties du prolétariat mondial, et particulièrement ses bataillons les plus puissants, n'ont ressenti avec une telle simultanéité les effets de la crise capitaliste, favorisant ainsi la simultanéité des combats de classe et les conditions objectives de l'internationalisme prolétarien. Et ce dernier, qui constitue une base essentielle de la capacité révolutionnaire du prolé-

tariat, devra, de façon croissante, passer au premier plan de ses combats face au développement des affrontements militaires.

Aujourd'hui plus que jamais, le renversement du capitalisme et l'édification de la société communiste sont devenues des nécessités vitales. La barbarie guerrière qui se développe de façon croissante, en même temps que la société humaine plonge de façon irréversible dans la décomposition généralisée, fait la preuve que le capitalisme conduit l'humanité vers la destruction. Les combats du prolétariat des pays centraux contre les attaques économiques peuvent, comme ils l'ont fait pendant deux décennies, limiter dans l'immédiat le niveau d'implication de ces mêmes pays dans cette barbarie guerrière. Mais ils ne peuvent en rester là. De même que par le passé déjà, la lutte contre la guerre était indissociable de la lutte pour le renversement du capitalisme, aujourd'hui également, c'est de façon croissante, face à des convulsions capitalistes toujours plus tragiques et brutales, que la classe ouvrière devra comprendre que ses combats actuels s'inscrivent dans la perspective de l'abolition de l'exploitation capitaliste.

FM

SEUL LE PROLETARIAT PEUT S'OPPOSER A LA BARBARIE CAPITALISTE

Si on en croit les énormes campagnes médiatiques qui entourent la crise du Golfe, la seule chose que puissent faire les ouvriers, face à ces événements tragiques, c'est de subir. Subir les massacres, accepter sans broncher les attaques économiques brutales qui vont redoubler au nom de l'"effort national", applaudir aux exploits de "nos" armées, à la "sagesse" de nos gouvernants. Le message est clair : il faut faire confiance à ceux qui nous gouvernent, car ils savent ce qu'il font et ils agissent pour le plus grand bien de tous. Quant à ceux qui payent de leur sang et d'un surcroît d'exploitation les agissements de ces "sages", ils doivent bien comprendre qu'ils comptent pour du beurre. En réalité, c'est tout le contraire qui est vrai : ce n'est pas seulement au titre de principale victime que le prolétariat est concerné par la guerre, c'est aussi et avant tout comme seule force qui puisse réellement combattre celle-ci en s'attaquant de front au responsable des guerres : le système capitaliste.

■ C'est le capitalisme comme un tout qui porte avec lui la guerre. Depuis le début du vingtième siècle, depuis que ce système est entré dans sa période de décadence, de déclin historique, il n'a fait que plonger de façon croissante la société dans la barbarie guerrière : 20 millions de morts lors de la première guerre mondiale, 50 millions au cours de la seconde, et pratiquement autant de tués depuis la fin de celle-ci dans tous les conflits qui n'ont pas laissé au monde un seul jour de paix depuis près d'un demi siècle. C'est pour cela que la propagande bourgeoise fait tant d'efforts pour attribuer les guerres à la "folie" de tel ou tel dirigeant politique, d'en rendre responsables les régimes "anti-démocratiques" ou bien, encore, les "bas instincts" sinon la "cupidité" des hommes. Aucun mensonge ne nous est épargné pour "blanchir" un système dont la survie menace l'existence même de l'humanité. Pour la bourgeoisie, en effet, c'est une question vitale : il faut empêcher à tout prix la seule force de la société qui soit en mesure de s'opposer à la guerre, la classe ouvrière, de prendre conscience de ses responsabilités et de la portée de ses combats.

LE PROLETARIAT FACE A LA GUERRE

Depuis les origines du mouvement ouvrier, la guerre a constitué une des questions essentielles auxquelles ait eu à se confronter le prolétariat. Au siècle dernier, lorsque le capitalisme était encore un système en pleine expansion, lorsque son développement représentait un progrès pour l'ensemble de l'humanité, les guerres pouvaient, dans certaines circonstances, constituer un facteur de ce progrès (en permettant notamment la constitution de nouvelles nations au sein desquelles pouvait se développer l'économie capitaliste). Dans ces circonstances, le prolétariat était conduit à apporter son soutien à certaines guerres nationales. En revanche, la situation change radicalement au début du vingtième siècle lorsque le capitalisme, après avoir créé le marché mondial et avoir cessé, de ce fait, de jouer un rôle progressiste dans le développement de l'humanité, se convertit en une entrave à tout développement ultérieur de celle-ci. Désormais la guerre a perdu tout caractère "progressiste" : quelle qu'en soit la forme (conflits limités à quelques nations ou affrontements généralisés), elle ne permet plus un élargissement du marché mondial, elle n'a d'autre objet que le repartage de ce marché entre les grandes puissances capitalistes qui dominent la planète. Dès lors, et de façon définitive, la classe ouvrière a cessé d'avoir le moindre intérêt à soutenir une guerre quelconque, même si elle se présente comme "anticoloniale", ou de "libération nationale". Et cela d'autant plus que la guerre constitue justement l'expression la plus concentrée de l'agonie du système capitaliste. Désormais, chacune des guerres mondiales est une nouvelle étape de l'enfoncement irréversible de ce système dans une barbarie sans nom dont il est facile de comprendre aujourd'hui qu'elle ne peut avoir d'autre aboutissement que la destruction de toute l'humanité. En ce sens, la guerre impérialiste est le signe indiscutable que le capitalisme doit être détruit et remplacé par une société aux fondements radicalement différents.

Dans une telle situation, la seule position face à la guerre qui soit conforme aux intérêts du prolétariat est de poursuivre le combat sur son propre terrain de classe contre le capitalisme avec comme perspective, le renversement de celui-ci. Il doit en particulier refuser toute participation à la guerre dans l'un ou l'autre camp, et quels que soient les prétextes employés pour l'entraîner dans la barbarie guerrière

(défense "nationale", "de la civilisation", de la "démocratie" contre "l'ennemi héréditaire", le "fascisme", le "totalitarisme", etc.). C'est bien la position qu'avaient défendue les révolutionnaires (et qui avait été adoptée par les congrès de l'Internationale ouvrière en 1907 et en 1912) dès avant la première guerre mondiale. Cette position allait se concrétiser dès 1917 en Russie. Dans ce pays, en février, la classe ouvrière s'est mobilisée massivement contre la guerre, affrontant et renversant en quelques jours le régime tsariste. Puis, face au refus du gouvernement provisoire bourgeois (qui avait remplacé le tsarisme) de mettre fin à la guerre, elle a renversé à son tour ce gouvernement en octobre de la même année, prenant, au moyen de ses "soviets" (conseils ouvriers), le pouvoir politique entre ses mains. C'était la première fois que la classe ouvrière, conduite par son parti révolutionnaire, réalisait ce point essentiel de son programme historique : la destruction de l'Etat capitaliste et l'établissement de la dictature du prolétariat en vue de la transformation de toute la société. Ce faisant, les ouvriers de Russie ont appelé leurs frères de classe des autres pays à prendre le relais de la lutte révolutionnaire et à transformer eux aussi la guerre impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie. Cet appel, le prolétariat d'Allemagne, le plus puissant et expérimenté du monde, l'a entendu puisqu'à la fin de 1918, il a engagé (notamment les ouvriers sous l'uniforme) le combat frontal contre le capitalisme. Pour ne pas risquer d'être balayée comme en Russie, la bourgeoisie allemande s'est empressée de mettre fin à la guerre : c'est deux jours après le soulèvement des marins de Kiel contre les autorités militaires, le 9 novembre 1918, que le gouvernement allemand signait l'armistice avec la France. Par la suite, ce mouvement révolutionnaire a été battu, en Allemagne et, en conséquence, en Russie également (voir notamment à ce sujet le supplément à RI "Le prolétariat mondial face à l'effondrement du bloc de l'Est et à la faillite du stalinisme"). Mais dans ces deux pays, le prolétariat avait fait la preuve que lui seul avait la capacité de faire cesser la guerre mondiale.

D'ailleurs, tout au long des années 20, devant la menace d'une extension de la révolution mondiale, dont les mouvements de Russie et d'Allemagne ne pouvaient constituer que les avant-postes, le capitalisme avait considérablement réduit sa politique militariste, et notamment ses efforts d'armement. Et lorsque la crise économique de 1929 a remis à l'ordre du jour la perspective d'une nouvelle guerre mondiale, ce n'est qu'après avoir systématiquement annihilé toute capacité de la classe ouvrière à s'y opposer, en la terrorisant, comme en Allemagne, ou bien en l'enrôlant derrière les mystifications antifascistes, comme en France, que la bourgeoisie a déchaîné une nouvelle boucherie impérialiste. C'était une autre preuve, a contrario, de la capacité du prolétariat, lorsqu'il lutte sur son terrain de classe, à s'opposer à la guerre impérialiste généralisée.

Cette preuve, elle nous a été fournie une nouvelle fois tout au long des années 70 et 80, lorsque l'aiguïssement, sous la pression d'une crise économique s'aggravant de façon irréversible, des antagonismes entre les deux blocs impérialistes se partageant alors le monde, n'a pu déboucher sur une troisième guerre mondiale. Les conditions objectives de celles-ci existaient amplement tant du point de vue de la gravité de la crise que du niveau des armements et de la constitution des alliances militaires. Mais le surgissement historique des luttes prolétariennes, à partir de 1968, avait fait la preuve que les nouvelles générations ouvrières des grandes métropoles capitalistes n'étaient pas, contrairement à leurs aînées des années 30, prêtes à se laisser enrôler pour une nouvelle boucherie mondiale.

AUJOURD'HUI, COMME HIER, SEUL LE PROLETARIAT PEUT EMPECHER LA GUERRE IMPERIALISTE

Cette capacité de la classe ouvrière, au cours des deux dernières décennies passées, de faire obstacle à une nouvelle guerre mondiale, la bourgeoisie s'est employée à la lui masquer de façon systématique (1). Et on la comprend ! Il s'agit pour la classe dominante de maintenir, chez les ouvriers, un sentiment d'impuissance, de les ancrer dans l'idée qu'il n'y a pas d'autre alternative pour eux que de subir sans réaction ce que le capitalisme leur impose : une exploitation de plus en plus féroce, le chômage, la misère, la guerre... Il faut que la classe ouvrière soit incapable de prendre conscience qu'elle peut peser sur la vie de la société en empêchant le capitalisme de déchaîner des conflits militaires encore plus meur-

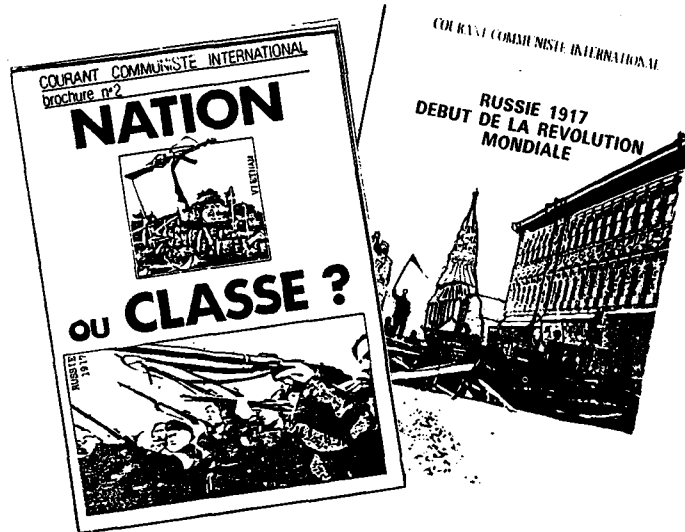
triers et, surtout, qu'elle porte avec elle la perspective d'une autre société. Car ce sont les mêmes raisons qui ont permis au prolétariat d'empêcher une troisième guerre mondiale jusqu'à présent qui font de lui la seule force dans la société capable d'édifier un nouvel ordre social libéré définitivement des guerres, de la misère et de l'exploitation. C'est parce que le prolétariat est la seule classe dont les intérêts, tant immédiats que futurs, soient radicalement antagoniques à ceux de la bourgeoisie, qu'il peut, à la fois, s'opposer, comme classe, à cette manifestation par excellence du capitalisme décadent que constitue la guerre impérialiste, et renverser ce système.

Cette réalité, les révolutions de 1917 en Russie et de 1918-23 en Allemagne l'ont amplement démontrée. C'est pour cela que les luttes révolutionnaires du passé sont systématiquement occultées ou dénaturées (comme on l'a vu notamment lors de l'effondrement des régimes stalinien) par les écrivains à la solde de la bourgeoisie : les ouvriers d'aujourd'hui doivent ignorer qu'ils appartiennent à une classe qui a été capable non seulement de mettre fin à la guerre mondiale mais aussi de faire trembler le système capitaliste sur ses fondations. Il ne manque aucun mensonge pour leur faire croire que les révolutions, comme celle de Russie en 1917, font partie d'un passé désormais révolu, qu'aujourd'hui "la classe ouvrière est en crise", ou même qu'elle "a disparu". Et pour cela, on s'appuie sur la crise que connaissent les organisations syndicales, comme si cette dernière n'exprimait pas, au contraire, l'usure historique et irréversible de ces structures de l'Etat capitaliste destinées à encadrer la classe ouvrière et à dévoyer ses luttes. En réalité, aucune des raisons qui ont conduit le prolétariat à se lancer à l'assaut du capitalisme, au cours et à la suite de la première guerre mondiale, qui faisaient de lui, depuis son origine, la seule classe capable de renverser la bourgeoisie et d'instaurer une nouvelle société, n'a aujourd'hui disparu.

Si le prolétariat est la classe révolutionnaire, c'est que lui seul est capable, du fait de la place qu'il occupe dans la production, de mettre fin, en prenant la direction de la société, aux contradictions mortelles qui assaillent le capitalisme, qui ont plongé l'humanité dans la décadence, la décomposition généralisée et la destruction. C'est parce que ce système repose sur l'exploitation du travail salarié, parce qu'il est basé sur la production de marchandises et sur le profit, et non sur la satisfaction des besoins humains, qu'il sombre dans une crise économique insoluble responsable de toute la barbarie actuelle. Or c'est bien l'exploitation salariale et le profit capitaliste qui se trouvent au cœur de la lutte du prolétariat comme classe exploitée, et qu'il a donc intérêt à abolir. Si le prolétariat est la classe révolutionnaire, c'est donc que ses intérêts immédiats et historiques font partie d'un même tout, lequel se confond avec les intérêts de toute l'humanité. Et cela reste aussi valable aujourd'hui qu'il y a soixante dix ans.

(suite p.7)

(1) Il faut constater que beaucoup de groupes révolutionnaires ont apporté à la bourgeoisie, pour cette opération, une aide involontaire en ignorant la notion de cours historique, en refusant de comprendre que, contrairement aux années 30, la classe ouvrière d'aujourd'hui n'est pas prête à se laisser enrôler derrière les drapeaux bourgeois.



Revolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.